

LUCIBEL SA
Société anonyme au capital de 9.414.316 euros
Siège social : 9, avenue Edouard Belin - 92 500 RUEIL MALMAISON
507 422 913 RCS Nanterre
« La Société »

Rueil Malmaison, le 28 avril 2017

AVIS DE CONVOCATION à l'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 15 MAI 2017

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués en **Assemblée Générale Mixte (Ordinaire et Extraordinaire)**, (ci-après «Assemblée» ou «Assemblée Générale») qui se tiendra le **15 mai 2017 à 17h30, au Siège social : 9, avenue Edouard Belin – 92500 Rueil Malmaison**, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant et les résolutions exposées ci-après.

I. DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES :

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et quitus aux administrateurs ;
2. Affectation du résultat de l'exercice ;
3. Approbation d'une convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclue au titre de l'exercice 2016 entre la Société et la société Etoile Finance ;
4. Approbation d'une convention (convention de trésorerie) visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclue au titre de l'exercice 2016 entre la Société et CITECLAIRE SAS, filiale détenue à 80% jusqu'au 1er septembre 2016 ;
5. Approbation de conventions (conventions de services et de mise à disposition de personnel) visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclues au titre de l'exercice 2016 entre la Société et SCHNEIDER LUCIBEL MANAGED SERVICES (SLMS), détenue à 47% ;
6. Approbation d'une convention (convention de services) visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclue au titre de l'exercice 2016 entre la Société et SCHNEIDER LUCIBEL MANAGED SERVICES (SLMS), détenue à 47% ;
7. Approbation d'une convention (convention d'avance en compte courant) visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclue au titre de l'exercice 2016 entre la Société et SCHNEIDER LUCIBEL MANAGED SERVICES (SLMS), détenue à 47% ;
8. Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ;
9. Fixation du montant des jetons de présence alloués au Conseil d'administration ;
10. Ratification du transfert de siège social conformément à l'article L.225-36 du Code de commerce ;
11. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société ;

II. DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES :

12. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, avec maintien du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société ;
13. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public ;
14. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'avoir recours à une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier pour mettre en œuvre la 13ème résolution, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce ;
15. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter, conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des 12ème, 13ème et 14ème résolutions ;
16. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce ;
17. Limitation globale des autorisations d'émission en numéraire ;
18. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE ») au profit des salariés et dirigeants éligibles, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce ;
19. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes conformément à l'article L. 225-138 du Code de Commerce ;
20. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions ;
21. Modification de l'article 4 des Statuts ;
22. Pouvoirs à donner.

Conditions et modalités de participation à cette Assemblée :

A - Modalités de participation à l'Assemblée Générale

Conformément aux dispositions du Code de Commerce, les actionnaires sont informés que la participation à l'Assemblée est subordonnée à l'inscription des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société,
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Conformément à l'article R. 225-85 du code de commerce, la date d'inscription est fixée au jeudi 11 mai 2017, zéro heure, heure de Paris.

Cette inscription doit être constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité et annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire.

B - Modalités de vote à l'Assemblée Générale

1. Les actionnaires désirant assister à cette assemblée pourront demander une carte d'admission :

- pour l'actionnaire nominatif : auprès de CIC- Service Assemblées -6, avenue de Provence- 75452 Paris cedex 09
- pour l'actionnaire au porteur : auprès de l'intermédiaire gestionnaire de son compte titres.

2. A défaut d'assister personnellement à l'Assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- Adresser une procuration à la société sans indication de mandataire, ce qui équivaut à donner pouvoir au président de l'Assemblée Générale,
- Voter par correspondance,
- Donner une procuration à un autre actionnaire, à leur conjoint ou leur partenaire pacsé ou à toute personne physique ou morale de leur choix dans les conditions légales et réglementaires, telles que prévues à l'article L. 225-106-1 du code de commerce.

Les actionnaires désirant être représentés ou voter par correspondance devront :

- (a) pour les actionnaires nominatifs, renvoyer le formulaire de vote qui leur a été adressé avec le dossier de convocation, à l'établissement bancaire désigné ci-dessus,
- (b) pour les actionnaires au porteur, demander le formulaire de vote et ses annexes à l'établissement financier dépositaire de leurs titres de telle sorte que la demande parvienne à cet intermédiaire six jours avant la date de l'assemblée, soit le 9 mai 2017 au plus tard.

Les formulaires de vote par correspondance ne seront pris en compte qu'à la condition d'être reçus par CIC, à l'adresse ci-dessus mentionnée, au plus tard 3 jours précédant l'Assemblée Générale, soit le 12 mai 2017, et être accompagnés, pour ceux provenant des actionnaires au porteur, d'une attestation de participation.

Les modalités de participation à l'Assemblée Générale par visioconférence ou par un moyen de télécommunication n'ont pas été retenues pour cette assemblée générale.

3. Conformément aux dispositions de l'article R. 225-79 du code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut être effectuée par voie électronique selon les modalités suivantes :

- pour les actionnaires au nominatif pur : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante : PROXYAG@cmcic.fr en précisant leurs nom, prénom, adresse et leur identifiant ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué ;
- pour les actionnaires au nominatif administré ou au porteur : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante : PROXYAG@cmcic.fr en précisant leurs nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué puis en demandant à leur intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres d'envoyer une confirmation écrite (par courrier ou par fax) à CIC- Service Assemblées -6, avenue de Provence- 75452 Paris cedex 09.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment signées, complétées et réceptionnées au plus tard trois jours avant la date de la tenue de l'Assemblée Générale pourront être prises en compte.

4. Conformément aux dispositions de l'article R. 225-85 du code de commerce, lorsque l'actionnaire aura déjà exprimé son vote par correspondance ou demandé sa carte d'admission, il ne pourra plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

5. L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir ou la carte d'admission. A cette fin, l'intermédiaire teneur de compte notifie la cession à la société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

6. Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la société, nonobstant toute convention contraire.

C - Questions écrites des actionnaires

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-84 du Code de Commerce, les actionnaires peuvent poser des questions écrites au Président du Conseil d'Administration. Ces questions doivent être adressées au siège social de la société, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique à l'adresse suivante : actionnaires@lucibel.com au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale, soit le 9 mai 2017. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

D - Documents d'information pré-assemblée

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre des assemblées générales sont disponibles au siège social de la société, 9 avenue Edouard Belin - 92500 RUEIL-MALMAISON, dans les délais légaux.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

* * *

<p style="text-align: center;">PROJET DE RESOLUTIONS POUR L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 15 MAI 2017</p>

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

PREMIERE RESOLUTION : *Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et des dépenses non-déductibles fiscalement et quitus aux administrateurs*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport de certification des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports. Elle prend acte de l'absence de dépenses et charges non déductibles des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés au titre des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts.

Les comptes clos le 31 décembre 2016 font apparaître une perte de neuf cent cinq mille deux cent quatorze euros et quatre-vingts centimes (905 214,80€). En conséquence, l'Assemblée générale donne quitus aux membres du Conseil d'administration pour l'exécution de leur mandat durant l'exercice clos le 31 décembre 2016.

DEUXIEME RESOLUTION : *Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016, tel que ressortant des comptes sociaux*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux :

- constatant que la perte nette de l'exercice s'élève à neuf cent cinq mille deux cent quatorze euros et quatre-vingts centimes (905 214,80€) ;
- décide l'affectation de ladite perte au compte de report à nouveau, déficitaire au 31 décembre 2015 de trente-quatre millions huit cent quatre-vingt-quinze mille euros et quatre-vingt-dix-huit centimes (34 895 000,98 €) qui s'élève, après affectation au 31 décembre 2016, à un montant débiteur de trente-cinq millions huit cent mille deux cent quinze euros et soixante-dix-huit centimes (35.800.215,78€).

Conformément aux dispositions légales, l'Assemblée générale prend acte qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au titre des 3 exercices précédents.

TROISIEME RESOLUTION : *Approbation d'une convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclue au titre de l'exercice 2016 entre la Société et la société ETOILE FINANCE*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve la convention établie entre la Société et la société ETOILE FINANCE dont le gérant est M. Frédéric GRANOTIER, Président Directeur Général de la Société, ayant pour objet la fourniture de prestations de conseils en matière de conduite et d'animation de la politique générale de la Société et de ses orientations stratégiques, en matière de développement, d'opérations d'investissement et de désinvestissement, de stratégie financière, d'aide à la détermination des axes de développement commercial, d'innovation technologique et de politique de ressources humaines notamment.

QUATRIEME RESOLUTION : *Approbation d'une convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclue au titre de l'exercice 2016 entre la Société et CITECLAIRE SAS, filiale détenue à 80% jusqu'au 1er septembre 2016*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve la convention de trésorerie établie entre la Société et la société CITECLAIRE SAS, ayant pour objet la rationalisation et l'optimisation de la trésorerie de la Société et de sa filiale CITECLAIRE SAS (détenue à 80% jusqu'au 1er septembre 2016).

CINQUIEME RESOLUTION : *Approbation de conventions (conventions de services et de mise à disposition de personnel) visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclues au titre de l'exercice 2016 entre la Société et SCHNEIDER LUCIBEL MANAGED SERVICES (SLMS), détenue à 47%*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve les conventions suivantes établies entre la Société et la société SCHNEIDER LUCIBEL MANAGED SERVICES (SLMS), détenue à 47% :

- La convention de services ayant pour objet de fixer les conditions d'exécution par Lucibel de prestations récurrentes au forfait (comptabilité, droit des sociétés), ainsi que des prestations ponctuelles (propriété intellectuelle) et les conditions d'hébergement de SLMS ;
- La convention de mise à disposition de personnel établie entre la Société et SLMS.

SIXIEME RESOLUTION : *Approbation d'une convention (convention de services) visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclues au titre de l'exercice 2016 entre la Société et SCHNEIDER LUCIBEL MANAGED SERVICES (SLMS), détenue à 47%*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve la convention de services établie entre la Société et la société SCHNEIDER LUCIBEL MANAGED SERVICES (SLMS), détenue à 47%, ayant pour objet de fixer les conditions d'exécution par SLMS de prestations intellectuelles de support en matière de développement LiFi et d'intégration réseau.

SEPTIEME RESOLUTION : *Approbation d'une convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclue au titre de l'exercice 2016 entre la Société et SCHNEIDER LUCIBEL MANAGED SERVICES (SLMS), détenue à 47%*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve la convention d'avance en compte courant établie entre la Société et la société SCHNEIDER LUCIBEL MANAGED SERVICES (SLMS), détenue à 47%.

HUITIEME RESOLUTION : *Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve les conventions et engagements qui y sont décrits.

NEUVIEME RESOLUTION : *Fixation du montant des jetons de présence alloués au Conseil d'administration*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, approuve la proposition du Conseil d'administration de ne pas verser de jetons de présence aux administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

DIXIEME RESOLUTION : *Ratification du transfert de siège social*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de ratifier la décision prise par le Conseil d'administration du 23 septembre 2016 de transférer le siège social de la Société au 9 avenue Edouard BELIN, 92500 RUEIL MALMAISON, et par conséquent ratifie la modification corrélative de l'article 4 des Statuts de la Société qui est ainsi rédigé :

« Le siège de la Société est fixé : 9, avenue Edouard Belin – 92500 RUEIL MALMAISON.
Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur. »

ONZIEME RESOLUTION : Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration à procéder ou faire procéder à l'achat par la Société de ses propres actions conformément aux dispositions du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, en vue :

- d'animer le marché des titres de la Société, notamment pour en favoriser la liquidité, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'AMF et conclu avec un prestataire de services d'investissement dans le respect des pratiques de marché admises par l'AMF ;
- de mettre en œuvre tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ;
- d'attribuer à titre gratuit des actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ;
- d'attribuer des actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de mettre en œuvre tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ;
- de conserver des actions en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- d'annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées afin de réduire le capital, dans le cadre et sous réserve d'une autorisation de l'assemblée générale extraordinaire en cours de validité ;
- et, plus généralement, de réaliser toute opération autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, étant précisé que la Société en informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Les actions pourront être achetées par tous moyens, en une ou plusieurs fois, dans le respect de la réglementation boursière applicable et des pratiques de marché admises publiées par l'AMF, sur le marché ou hors marché, notamment en utilisant, le cas échéant, tous instruments financiers dérivés ou optionnels, pour autant que ces derniers moyens ne concourent pas à accroître de manière significative la volatilité du titre.

La Société se réserve la possibilité de procéder par achat de blocs de titres. La Société se réserve la faculté de poursuivre l'exécution du présent programme de rachat d'actions en période d'offre publique d'acquisition ou d'échange portant sur ses actions dans le respect des dispositions de l'article 231-40 du règlement général de l'AMF.

Les achats pourront porter sur un nombre d'actions qui ne pourra excéder 10% du capital social à la date de ces achats. Toutefois, le nombre d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5% du capital social.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-210 du Code de commerce, la Société ne pourra posséder, directement ou indirectement, plus de 10% de son capital social. A titre indicatif, sur la base du capital social au 31 décembre 2016 composé de 9.414.316 actions et compte tenu des 48.497 actions auto-détenues à cette date par la Société, le nombre maximum d'actions qui pourraient être achetées par la Société s'élèverait à 936.582 actions.

L'acquisition de ces actions ne pourra être effectuée à un prix supérieur à dix (10) euros par action, étant précisé qu'en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des titres, d'amortissement ou de réduction de capital, de distribution de réserves ou d'autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, ce prix unitaire sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération. En toute hypothèse, le montant maximal que la Société serait susceptible de payer ne pourra excéder un million (1.000.000) d'euros.

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, en particulier pour juger de l'opportunité de lancer un programme de rachat et en déterminer les modalités, passer tous ordres en bourse, signer tous actes de cession ou transfert, conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, affecter ou réaffecter les actions acquises aux différentes finalités, effectuer toutes déclarations auprès de l'AMF et de tout autre organisme, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

La présente autorisation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée.

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

DOUZIEME RESOLUTION : Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, avec maintien du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-132 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de procéder à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société ;
2. décide que les valeurs mobilières pourront notamment consister en des bons attribués gratuitement ;
3. décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital social qui pourraient être décidées par le Conseil d'administration en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder la somme de six millions d'euros (6.000.000 €), étant précisé que :
 - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
 - ce montant s'imputera sur le plafond global prévu à la 17^{ème} résolution ci-dessous ;
4. prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, qui sont susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit ;
5. prend acte du fait que, dans le cadre de la présente délégation de compétence, le Conseil d'administration aura la faculté d'instituer un droit de souscription à titre réductible qui s'exercera proportionnellement aux droits des actionnaires et dans la limite de leurs demandes ;
6. prend acte du fait que, dans le cadre de la présente délégation de compétence, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra, dans les conditions prévues par la loi, notamment l'article L. 225-134 du Code de commerce, et dans l'ordre qu'il déterminera, utiliser l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
 - limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions à la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'augmentation décidée ; ou
 - répartir librement tout ou partie des actions non souscrites ; et/ou
 - offrir au public tout ou partie des actions émises non souscrites ;
7. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et dans les limites fixées par la présente résolution, la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :
 - modifier, le cas échéant, en accord avec les porteurs de valeurs mobilières émises, l'ensemble des caractéristiques des valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation,
 - à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital,
 - en général, faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre de la loi et de la réglementation en vigueur ;
8. décide que la présente délégation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée.

TREIZIEME RESOLUTION : Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de procéder à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, notamment dans le cadre d'une offre au public, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, de titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société ;
2. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou autres valeurs mobilières qui pourront être émises en vertu de la présente délégation de compétence ;
3. décide que les valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société pourront notamment consister en des bons (lesquels pourront être attribués gratuitement), des titres de créance (subordonnés ou non) ou toutes autres valeurs mobilières de quelque nature que ce soit ;
4. décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital social qui pourraient être décidées par le Conseil d'administration en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder la somme de six millions d'euros (6.000.000 €), étant précisé que :
 - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
 - ce montant s'imputera sur le plafond global prévu à la 17^{ème} résolution ci-dessous ;
5. prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, qui sont susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit ;
6. décide que :
 - (i) le prix d'émission des actions nouvelles de la Société sera déterminé en fonction d'une moyenne des cours de bourse, étant précisé qu'une décote maximale de 20% pourra toutefois être appliquée ;
 - (ii) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société lors de l'augmentation de son capital résultant de l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières, sera cohérente, en fonction du type de valeurs mobilières émises et/ou de leurs caractéristiques, avec le prix d'émission minimum défini à l'alinéa précédent ;
7. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et dans les limites fixées par la présente résolution, la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :
 - modifier, le cas échéant, en accord avec les porteurs de valeurs mobilières émises, l'ensemble des caractéristiques des valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation,
 - à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital,
 - en général, faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre de la loi et de la réglementation en vigueur ;
8. décide que la présente délégation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée.

QUATORZIEME RESOLUTION : *Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'avoir recours à une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier pour mettre en œuvre la 13^{ème} résolution, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. précise que le Conseil d'administration aura la faculté de recourir à une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier pour mettre en œuvre la délégation de compétence dont il bénéficie aux termes de la 13^{ème} résolution de la présente Assemblée générale ;
2. prend acte que, conformément à la loi, l'émission directe d'actions nouvelles réalisée dans le cadre d'une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier sera limitée à 20% du capital social par an, étant précisé que le montant nominal de ces augmentations de capital s'imputera sur le plafond individuel prévu à la 13^{ème} résolution ci-avant.
3. décide que la présente autorisation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée générale.

QUINZIEME RESOLUTION : *Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter, conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des 12^{ème}, 13^{ème} et 14^{ème} résolutions*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration à augmenter le nombre d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société en cas d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription, aux mêmes conditions, notamment de prix, que celles retenues pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission soit, à ce jour, pendant un délai de trente (30) jours suivant la clôture de la souscription et dans la limite de 15% de l'émission initiale ;
2. décide que le montant nominal de toute augmentation de capital réalisée en vertu de la présente résolution s'imputera (i) sur le plafond individuel applicable à l'émission initiale et (ii) sur le plafond global fixé à la 17^{ème} résolution ci-dessous ;
3. décide que la présente autorisation, qui prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée.

SEIZIEME RESOLUTION : *Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6, L. 225-138, L. 225-138-1 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce et des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de procéder à l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, en une ou plusieurs fois, réservée aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise (ou autre plan aux adhérents auquel les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail permettraient de réserver une augmentation du capital dans des conditions équivalentes) mis en place au sein de la Société ou du Groupe ;
2. décide de supprimer au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente délégation ;

3. décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder 5% du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que :
 - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
 - ce montant s'imputera sur le plafond global prévu à la 17^{ème} résolution ci-dessous ;
4. prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, qui sont susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières pourront donner droit ;
5. précise que le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières nouvelles donnant accès au capital sera déterminé dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, sans pouvoir être inférieur de plus de 20% (ou 30% lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan est supérieure ou égale à dix ans) au prix unitaire déterminé dans les conditions visées à la 13^{ème} résolution ci-dessus ;
6. autorise le Conseil d'administration à attribuer à titre gratuit aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, en complément des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société à souscrire en numéraire, des actions ou valeurs mobilières à émettre ou déjà émises, à titre de substitution de tout ou partie de la décote par rapport au prix de souscription des actions, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires ;
7. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus, fixer les conditions d'émission et de souscription, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent et procéder à la modification corrélative des statuts, et notamment :
 - arrêter dans les conditions légales la liste des sociétés dont les salariés, préretraités et retraités pourront souscrire aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ainsi émises et bénéficier, le cas échéant, des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital gratuites,
 - décider que les souscriptions pourront être réalisées directement ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables,
 - déterminer les conditions, notamment d'ancienneté, que devront remplir les bénéficiaires des augmentations de capital,
 - fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions,
 - arrêter le nombre total d'actions nouvelles à émettre,
 - le cas échéant, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital résultant de ces augmentations de capital,
 - d'une manière générale, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission et au service financier des titres financiers émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;
8. décide que la présente délégation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée.

DIX-SEPTIEME RESOLUTION : Limitation globale des autorisations d'émission en numéraire

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, décide de fixer à la somme de six millions d'euros (6.000.000 €) le montant nominal maximum des augmentations de capital, immédiates ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations et autorisations conférées au Conseil d'administration par les 12^{ème} à 16^{ème} résolutions soumises à la présente Assemblée, étant précisé que :

- à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;

- le sous-plafond applicable aux émissions réalisées avec maintien du droit préférentiel de souscription en vertu de la 12^{ème} résolution est de six millions d'euros (6.000.000 €) ;
- le sous-plafond applicable aux émissions réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des 13^{ème} et 14^{ème} résolutions est de six millions d'euros (6.000.000 €) ;
- le sous-plafond applicable aux émissions réservées aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise en vertu de la 16^{ème} résolution est de 5% du capital social.

DIX-HUITIEME RESOLUTION : Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) au profit des salariés et dirigeants éligibles, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément à l'article 163 bis G du Code Général des Impôts et aux articles L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet d'émettre, en une ou plusieurs fois, des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE ») au profit des salariés et dirigeants soumis au régime fiscal des salariés de la Société et/ou de ses filiales remplissant les conditions de l'article 163 bis G du Code Général des Impôts ;
2. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux BSPCE qui pourront être émis en vertu de la présente délégation de compétence ;
3. décide que le Conseil d'administration procèdera aux attributions et déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution ;
4. prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des titulaires de BSPCE susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières pourront donner droit ;
5. décide que chaque BSPCE donnera droit à la souscription d'une action nouvelle d'une valeur nominale d'un euro (1 €) ;
6. décide que les actions auxquelles les BSPCE donneront droit pourront être émises dans un délai de cinq (5) ans à compter de l'émission des bons ;
7. décide que les BSPCE attribués en vertu de la présente délégation ne pourront donner droit à un nombre total d'actions représentant un montant nominal supérieur à deux cent mille euros (200.000 €), étant précisé que :
 - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des bénéficiaires de BSPCE ;
 - ce plafond est individuel et autonome ;
8. confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et dans les limites fixées par la présente résolution, la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :
 - arrêter la liste des bénéficiaires de BSPCE et le nombre de bons à attribuer à chacun d'eux ;
 - fixer le prix et les conditions d'émission des bons, en une ou plusieurs tranches ;
 - déterminer les conditions d'exercice des bons par les titulaires, et notamment la date d'exercice des bons, le nombre d'actions à émettre, le prix et la date de jouissance de ces actions ;
 - prendre toutes mesures destinées à la protection des droits des porteurs de bons en cas de survenance d'opérations visées par la loi et les règlements ;
 - constater le nombre et le montant nominal des actions émises au titre de l'exercice des bons et les augmentations de capital en découlant, modifier les statuts en conséquence et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire ;
9. décide que la présente délégation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée.

DIX-NEUVIEME RESOLUTION : Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de Commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de procéder à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société au profit d'une catégorie de personnes ci-après définie :
 - actionnaires, anciens actionnaires ou dirigeants de sociétés dont la Société a acquis des titres dans le cadre d'une opération de croissance externe ou avec lesquelles la Société a mis en place un partenariat dans le cadre de la conduite de son activité ; ou
 - partenaires commerciaux et stratégiques de la Société avec lesquels la Société a mis en place un partenariat dans le cadre de la conduite de son activité ;étant précisé que le nombre de bénéficiaires, que le Conseil d'administration identifiera au sein de la catégorie ci-dessus, ne pourra être supérieur à vingt (20) par émission ;
2. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou autres valeurs mobilières qui pourront être émises en vertu de la présente délégation de compétence au profit de personnes appartenant à la catégorie définie ci-dessus ;
3. décide que les valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société pourront notamment consister en des bons (lesquels pourront le cas échéant être attribués gratuitement), des titres de créance (subordonnés ou non) ou toutes autres valeurs mobilières de quelque nature que ce soit ;
4. prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, qui sont susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit ;
5. décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital social qui pourraient être décidées par le Conseil d'administration en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder la somme de dix millions d'euros (10.000.000 €), étant précisé que :
 - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
 - ce plafond est individuel et autonome ;
6. décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 II du Code de commerce et compte tenu des termes du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, que le prix unitaire d'émission sera déterminé dans les conditions suivantes :
 - (i) le prix d'émission des actions nouvelles sera déterminé en fonction d'une moyenne des cours de bourse, étant précisé qu'une décote maximale de 20% pourra toutefois être appliquée ;
 - (ii) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société lors de l'augmentation de son capital résultant de l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières, sera cohérente, en fonction du type de valeurs mobilières émises et/ou de leurs caractéristiques, avec le prix d'émission minimum défini à l'alinéa précédent ;
7. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation à l'effet notamment, sans que cette liste soit limitative, de choisir les bénéficiaires au sein de la catégorie susvisée, d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital, ainsi que pour les modifier postérieurement à leur émission ;

8. décide que la présente délégation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée.

VINGTIEME RESOLUTION : Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi :
 - à annuler à tout moment sans autre formalité, en une ou plusieurs fois, les actions de la Société acquises par suite de rachats réalisés dans le cadre de toute autorisation donnée par l'assemblée générale en application de l'article L. 225-209 du Code de commerce, dans la limite de 10% du capital par période de vingt-quatre (24) mois, étant rappelé que cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente assemblée,
 - à réduire le capital à due concurrence, en imputant la différence entre la valeur de rachat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles,
 - à modifier en conséquence les statuts et à accomplir toutes formalités nécessaires ;
2. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et dans les limites fixées par la présente résolution, la présente autorisation, à l'effet notamment de :
 - arrêter le montant définitif de la réduction de capital,
 - fixer les modalités de la réduction de capital et en constater la réalisation,
 - imputer la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur montant nominal sur tous postes de réserves et primes disponibles,
 - effectuer toutes formalités, toutes démarches et, d'une manière générale, faire le nécessaire pour mettre en œuvre la présente autorisation ;
3. décide que la présente autorisation, qui prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de la présente Assemblée.

VINGT-ET-UNIEME RESOLUTION : Modification de l'Article 4 des Statuts

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, et conformément aux dispositions de la législation sur les sociétés commerciales, décide de modifier afin de mettre à jour l'article 4 des Statuts ainsi qu'il suit :

« ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est fixé : 9, avenue Edouard Belin – 92500 RUEIL MALMAISON.

Il peut être transféré en tout endroit du territoire national, par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. »

VINGT-DEUXIEME RESOLUTION : Pouvoirs à donner

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, délègue tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée, aux fins d'accomplir toute formalité de dépôt, publicité et publication expresse ou autre qu'il appartiendra.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

* * *

LUCIBEL
Société anonyme
Au capital de 9.414.316 euros
Siège social : 9, avenue Edouard Belin 92 500 Rueil Malmaison
507 422 913 RCS Nanterre
(la « Société »)

RAPPORT DE GESTION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 15 MAI 2017
SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016

Mesdames,
Messieurs les actionnaires,

Le présent rapport de gestion a été arrêté par le Conseil d'Administration du 15 mars 2017 et revu à la date du 27 mars 2017 compte de tenu du lancement d'une opération d'augmentation de capital.

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire (l'« Assemblée ») conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société à l'effet de vous rendre compte de la gestion au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de cet exercice ainsi que les divers rapports prévus par la réglementation.

Les Commissaires aux Comptes vous donneront par ailleurs lecture de leurs rapports.

1. PRESENTATION DU GROUPE

Lucibel SA (« Lucibel » ou « la Société »), société mère du Groupe Lucibel, est une société anonyme française constituée en 2008 et ayant son siège social à Rueil Malmaison (France).

Lucibel et ses filiales forment un Groupe dont la principale activité est la conception et la distribution de solutions d'éclairage innovantes fondées sur la technologie LED (*Light-Emitting Diode*, ou diode électroluminescente). Le Groupe Lucibel est positionné pour l'essentiel sur les segments du marché professionnel pour lesquels ses solutions LED apportent une valeur d'usage maximale, à savoir les commerces, les bureaux, l'industrie et les musées.

La gamme de produits de Lucibel a été développée pour couvrir l'ensemble des besoins d'éclairage des segments de marché ciblés, en laissant la possibilité de concevoir des solutions spécifiques à chaque client au travers du choix des produits mis en œuvre, des diverses options proposées ou des adaptations réalisées sur mesure.

Cette gamme se compose principalement de luminaires LED (dalles, downlights [spots encastrables], tubes, cadres, projecteurs...) mais comprend également des sources lumineuses LED (ampoules, spots, rubans...), des alimentations (drivers simples, dimmables, compatibles DALI...) et autres accessoires (contrôleurs, suspensions, options de finition et personnalisation...). Elle se caractérise par des spécificités techniques haut de gamme, de larges possibilités en termes de puissance, températures de couleur et angles d'éclairage.

Lucibel fonde ses ambitions de développement sur trois piliers : la croissance organique de ses marchés, les gains de parts de marché liés à son approche « solution » segmentée et à l'extension de son réseau commercial direct et indirect, tant en France qu'à l'international, et enfin une stratégie de consolidation d'un marché européen des luminaires très fragmenté, déjà mise en œuvre avec succès depuis la création du Groupe en 2008.

Le marché mondial de l'éclairage est en transformation radicale du fait de l'émergence d'une technologie de rupture, le Solid-State Lighting (SSL), dont la forme plus aboutie est la technologie LED. Forts de leurs atouts décisifs en matière d'éclairage, les produits et solutions LED s'imposent progressivement et devraient largement dominer le marché dans les prochaines années.

Plus généralement, l'adoption de la LED fait basculer le secteur de l'éclairage dans le monde de l'électronique et du numérique. Cette évolution majeure ouvre la voie à de nouvelles fonctionnalités et de nouveaux usages de la lumière, créant autant de nouveaux marchés potentiels comme l'éclairage intelligent ou les applications pour la santé et le bien-être. L'ampleur de cette révolution technologique est comparable à celle vécue par l'industrie de l'image ou de la musique lors de l'avènement du numérique dans ces secteurs, avec une modification profonde du paysage concurrentiel favorable aux nouveaux entrants.

Lucibel s'est ainsi positionnée dès 2014 sur les applications de la LED dans le domaine cosmétique en lançant Line 5, une nouvelle gamme de produits à destination du grand public utilisant les propriétés de la LED monochromatique pour traiter les affections de la peau (phénomène de photo-biomodulation).

Par ailleurs, Lucibel a lancé en avril 2014 sa première offre de géolocalisation indoor à destination des musées et galeries d'art, fondée sur la technologie VLC (Visual Light Communication) et permettant la transmission de données par la lumière. En 2015, Lucibel s'est associée avec le groupe Schneider Electric pour exploiter la technologie VLC dans le secteur des commerces en lançant l'offre Store Operations, commercialisée au sein d'une co-entreprise fondée pour l'occasion, Schneider Lucibel Managed Services (SLMS), dont Lucibel et Schneider Electric détiennent chacun 47% du capital.

Lucibel a également investi dès 2014 dans le développement de solutions LiFi (Light Fidelity), en partenariat avec le bureau d'études écossais pureLiFi, qui permettent d'accéder à Internet par la lumière.

Dans ce cadre, Lucibel a annoncé la mise sur le marché le 21 septembre 2016 du premier luminaire LiFi industrialisé au monde. Cette solution permet une transmission de données sensiblement plus sécurisée que par un réseau WIFI, la lumière ne traversant pas les murs, contrairement aux ondes radio émises par le WiFi. Cette 1^{ère} génération LiFi est déployée par Lucibel depuis fin septembre 2016, sous formes de pilotes (entre 3 et 15 luminaires en moyenne), dans des environnements dans lesquels le WIFI n'est pas déployable.

Au 31 décembre 2016, le Groupe Lucibel compte 147 collaborateurs (dont 27 employés salariés en France par la Société Lucibel SA) et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 27,1 M€ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

2. ACTIVITE ET FAITS MARQUANTS DU GROUPE LUCIBEL AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Les commentaires suivants portant sur l'activité du Groupe Lucibel sont établis sur la base des comptes consolidés en normes IFRS. Les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés en 2016 sont identiques à ceux utilisés dans la préparation des comptes de l'exercice précédent à l'exception des normes, amendements et interprétations obligatoires à compter du 1^{er} janvier 2016 dont l'effet n'est cependant pas significatif sur les comptes de l'exercice (cf. note 2 des états financiers consolidés).

2.1 Informations financières sélectionnées

Données consolidées – normes IFRS (en K€)		
Bilans simplifiés consolidés	31/12/2016	31/12/2015
TOTAL ACTIF	28 324	32 221
Actifs non courants	12 181	13 496
<i>dont goodwill</i>	<i>7 740</i>	<i>7 740</i>
<i>dont immobilisations incorporelles</i>	<i>3 627</i>	<i>4 082</i>
Actifs courants	16 143	18 726
<i>dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>4 811</i>	<i>3 926</i>
TOTAL PASSIF	28 324	32 221
Capitaux propres	12 155	11 445
Passifs non courants	4 747	5 637
<i>dont dettes financières non courantes</i>	<i>4 103</i>	<i>4 895</i>
Passifs courants	11 422	15 139
<i>dont dettes financières courantes</i>	<i>4 512</i>	<i>6 183</i>

Données consolidées – normes IFRS (en K€)		
Comptes de résultat simplifiés consolidés	31/12/2016 12 mois	31/12/2015 12 mois
Chiffre d'affaires	27 138	28 122
Résultat opérationnel courant	769	(5 038)
<i>dont EBITDA (1)</i>	<i>2 065</i>	<i>(3 575)</i>
Résultat opérationnel (2)	(540)	(6 211)
Résultat financier	(315)	(85)
Résultat net	(857)	(6 267)
<i>dont part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>	<i>(995)</i>	<i>(6 304)</i>

(1) EBITDA : Résultat opérationnel courant retraité des éléments de charges et de produits non monétaires (notamment dotations nettes aux amortissements et provisions, paiements en actions)

(2) Après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence

Données consolidées – normes IFRS (en K€)		
Tableaux des flux de trésorerie simplifiés	31/12/2016	31/12/2015
	12 mois	12 mois
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 639	(5 298)
<i>dont capacité d'autofinancement (1)</i>	<i>1 003</i>	<i>(3 814)</i>
<i>dont variation du besoin en fonds de roulement</i>	<i>1 638</i>	<i>(1 661)</i>
<i>dont impôt sur le résultat versé</i>	<i>(2)</i>	<i>177</i>
Flux de trésorerie lié aux activités d'investissement	(1 222)	(1 441)
Flux de trésorerie lié aux activités de financement	534	5 883
Variation nette de trésorerie	885	(843)
Niveau de la trésorerie (endettement) nette	31/12/2016	31/12/2015
+ Dettes financières non courantes	4 103	4 895
+ Dettes financières courantes	4 512	6 183
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	(4 811)	(3 926)
Total endettement net	3 804	7 152

(1) Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt

2.2 Faits marquants de l'exercice

- **Chiffre d'affaires 2016 consolidé de 27,1 M€ en léger repli par rapport à 2015**

Lucibel a réalisé sur l'année 2016 un chiffre d'affaires consolidé de 27,1 M€ contre 28,1 M€ sur l'exercice 2015. Ce léger repli (-3%) s'explique à la fois par la cession ou la mise en sommeil de certaines entités non rentables ou non stratégiques du groupe et par la réorientation du modèle de Lucibel vers de solutions à plus forte valeur ajoutée.

- **EBITDA positif de 2,1 M€ sur l'exercice 2016 sous l'effet d'une très nette amélioration de la marge brute combinée à la baisse significative des charges opérationnelles**

En dépit d'un contexte de marché très concurrentiel, LUCIBEL est parvenue à faire progresser de façon significative son taux de marge brute sur l'exercice 2016, à 48% du chiffre d'affaires contre 41,7% en 2015.

Cette forte progression traduit le succès du repositionnement du groupe dont l'objectif est d'élargir la proposition d'offres innovantes, à forte valeur ajoutée.

L'amélioration de la marge brute provient également de la relocalisation en France, dans son usine de Barentin (Normandie), de la fabrication d'une part croissante de ses luminaires et de la poursuite de la rationalisation de sa chaîne logistique, ce qui s'est traduit par une meilleure maîtrise des coûts de transport.

La marge brute du groupe s'élève ainsi à 13 037 K€ sur l'exercice 2016 contre 11 730 K€ au cours de l'année précédente (+11%).

Sur l'année 2016, le Groupe a également enregistré une très forte diminution de ses charges opérationnelles qui s'établissent à 10 972 K€, en diminution de 28% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution traduit le plein effet des mesures du plan d'efficacité opérationnelle mis en œuvre depuis le 2nd semestre 2014. Les charges de personnel, qui

représentent près des 2/3 des charges opérationnelles du Groupe, ont ainsi été réduites d'environ 25%, passant de 11 M€ en 2015 à 8,3 M€ en 2016. Grâce à une révision systématique des contrats de prestation (honoraires, téléphonie, sous-traitance,...) et à un arbitrage plus sélectif sur les dépenses opérationnelles, les autres charges externes ont également fortement diminué passant de 7,8 M€ en 2015 à 5,2 M€.

La combinaison de ces deux tendances, nette amélioration de la marge et forte réduction des dépenses opérationnelles, a permis au Groupe de dégager un EBITDA positif de 2,1 M€ sur l'exercice 2016 contre une perte de 3,6 M€ en 2015, soit une amélioration de 5,6 M€.

L'amélioration de cette rentabilité est encore plus significative au 2nd semestre 2016 puisque l'EBITDA semestriel a atteint 1 525 K€ contre 540 K€ au 1^{er} semestre 2016.

- **Résultat opérationnel courant de 0,8 M€ et très forte contraction de la perte nette**

Après élimination des charges et produits opérationnels courants non monétaires à hauteur de 1,3 M€ sur 2016 (amortissements et provisions pour 0,9 M€ et paiements en actions pour 0,4 M€), le résultat opérationnel courant consolidé 2016 s'établit à 0,8 M€, contre une perte de plus de 5 M€ en 2015.

Compte tenu de charges opérationnelles non courantes de 1,3 M€, essentiellement constituées de coûts de restructuration et de cessions d'actifs, la perte opérationnelle (EBIT) du Groupe s'établit 0,5 M€. Après élimination des charges financières qui représentent un peu plus de 0,3 M€ et en l'absence de charges d'impôt significatives, la perte nette s'élève à 0,9 M€ sur l'ensemble de l'exercice 2016, contre une perte de 6,3 M€ en 2015.

- **Contributions positives au résultat opérationnel consolidé des trois principales sociétés du Groupe**

En dépit d'une légère diminution de son chiffre d'affaires sur 2016, la société Procédés Hallier est parvenue à dégager un EBITDA équivalent à celui de l'année dernière, grâce notamment au maintien de sa marge brute à un niveau élevé ainsi qu'à une parfaite maîtrise de ses charges opérationnelles.

L'évolution du chiffre d'affaires de la société Cordel s'inscrit dans la même tendance que celle constatée au niveau du groupe puisque le chiffre d'affaires 2016 enregistre une diminution de l'ordre de 3% par rapport à 2015. Certains problèmes opérationnels ont affecté la rentabilité de cette entité sur l'exercice 2016 ; un plan d'actions a été mis en place début novembre 2016 afin de mieux contrôler certaines dépenses et de rétablir une meilleure rentabilité en 2017.

La société Lucibel SA a également dégagé un EBITDA positif grâce à une croissance de son chiffre d'affaires, à une amélioration de son taux de marge brute et à une structure de fonctionnement désormais optimisée.

- **Mise en place d'un partenariat opérationnel avec Nexity**

Au cours de l'année 2016, Lucibel et Nexity ont signé un partenariat opérationnel, qui renforce les liens entre les deux entités et qui permet notamment, par le biais d'un comité innovation, d'accélérer le développement de solutions LED à destination des marchés immobiliers tertiaires et résidentiels.

- **Lancement du 1^{er} luminaire LiFi industrialisé au monde**

Le 21 septembre 2016, Lucibel a mis sur le marché la 1^{ère} version industrialisée au monde d'un luminaire LiFi (*Light Fidelity*), qui permet d'accéder à internet par la lumière. Cette solution, désormais commercialisée par Lucibel, suscite un intérêt fort de clients qui, pour des raisons techniques et/ou règlementaires, ne peuvent installer de WiFi dans certains espaces définis. Plusieurs clients grands comptes ont démarré en 2016 une phase de test sur des sites pilotes (3 à 15 luminaires), avant d'opter pour une extension de la solution à des zones plus larges.

- **Augmentations de capital de 1,2 M€ issue d'exercice de BSAR/BSPCE**

En juin 2016, l'assemblée générale des actionnaires a autorisé la modification des modalités d'exercice des bons de souscription d'actions remboursables (BSAR), émis lors de l'augmentation de capital réalisée en mai 2015. Le prix d'exercice a ainsi été fixé à 2 € (contre 6,5 € initialement) et l'échéance a été prolongée jusqu'au 31 octobre 2016, repoussant ainsi l'échéance initiale située au 30 juin 2016.

Le Conseil d'administration du 15 décembre 2016 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital intervenue suite à l'exercice de 1 063 442 BSAR, donnant lieu à la création de 531 721 actions nouvelles pour un montant total de 531 K€ de capital et 532 K€ de prime d'émission.

Le Conseil d'administration a également constaté la réalisation définitive d'augmentations de capital d'un montant nominal de 98 K€ résultant d'exercices de BSPCE intervenus sur l'année 2016.

Au 31 décembre 2016, le Groupe dispose d'une trésorerie brute de 4,8 M€ et de fonds propres positifs à hauteur de 12,2 M€. A cette date, le montant des emprunts et dettes financières contractés par le Groupe s'établit à 8,6 M€ soit un gearing (endettement net sur fonds propres consolidés) proche de 0,3.

2.3 Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2016, le périmètre de consolidation du Groupe comprend 11 filiales et 1 sous-filiale, toutes contrôlées à 100% par Lucibel SA à l'exception de Lucibel Middle East (Emirats Arabes Unis), de Lucibel Africa et de SLMS (France). Parmi les filiales, 9 sont des filiales de distribution dont la vocation est de promouvoir et de commercialiser les différents produits du Groupe.

Plusieurs opérations modifiant le périmètre sont intervenues au cours de l'exercice 2016 :

Sorties de périmètre :

- Cession de 60% des titres de la filiale Citéclaire ; à l'issue de cette opération, le Groupe ne détient plus que 20% du capital et n'exerce aucune influence notable sur cette société qui est déconsolidée depuis le 31 août 2016
- Liquidation de la filiale Lucibel Espana à compter de juillet 2016
- Liquidation par voie de TUP de la filiale Lucibel Healthcare à compter du 30 septembre 2016

Au 31 décembre 2016, les comptes de l'ensemble des filiales de Lucibel SA sont consolidés par intégration globale, à l'exception des filiales SLMS et Lucibel Middle East comptabilisées par mise en équivalence.

Le détail des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2016 est indiqué dans la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés.

3. ANALYSE DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE LUCIBEL

3.1 Compte de résultat consolidé

Analyse de la performance opérationnelle du Groupe

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 27 138 K€ sur l'année 2016, en léger repli par rapport à 2015, avec une évolution très contrastée entre les ventes réalisées en France et celles réalisées à l'international. Ainsi, l'analyse du chiffre d'affaires selon la zone géographique des clients facturés s'établit comme suit :

Répartition du CA selon la zone géographique des clients facturés (en milliers d'euros)	2016	2015	Var
France	23 977	21 047	+14%
Europe et reste du monde	3 161	7 075	-56%
Chiffre d'affaires total	27 138	28 122	-3%
Part du CA réalisé avec des clients internationaux	12%	25%	

Alors que le chiffre d'affaires réalisé en France affiche une progression soutenue de 14% par rapport à 2015, les ventes à l'international se sont fortement contractées et ne représentent plus que 12% du chiffre d'affaires du Groupe contre 25% en 2015. La croissance des activités du Groupe en France s'explique en partie par le lancement, au cours du 2^{ème} trimestre 2016, d'une activité spécifique liée au dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE).

Le désengagement du Groupe de certaines entités non rentables intervenu au cours de l'année 2016 a impacté l'évolution du chiffre d'affaires à l'international, qui s'élève à 3 161 K€ contre 7 075 K€ en 2015.

Résultat opérationnel Groupe

Données en milliers d'euros	2016	2015
Chiffre d'affaires	27 138	28 122
Achats consommés	(13 096)	(14 324)
Charges externes	(5 192)	(7 757)
Charges de personnel	(8 305)	(11 009)
Impôts et taxes	(325)	(295)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	(862)	(1 083)
Autres produits et charges d'exploitation	1 411	1 308
Résultat opérationnel courant	769	(5 038)
Autres produits et charges opérationnels	(1 103)	(1 166)
Part dans le résultat des entités mises en équivalence	(206)	(7)
Résultat opérationnel	(540)	(6 211)

- **Marge sur achats consommés**

La marge sur achats consommés au 31 décembre 2016 s'établit à 14 042 K€ contre 13 798 K€ en 2015 et se détaille comme suit :

Données en milliers d'euros	2016	2015
Achats consommés (A)	13 096	14 324
Marge sur achats consommés : CA - (A)	14 042	13 798
Marge sur achats consommés en % CA	51,7%	49%

La marge sur achats consommés Groupe progresse en valeur relative puisqu'en 2016 elle représente 51,7% du chiffre d'affaires contre 49 % en 2015. Elle affiche également une progression en valeur absolue et ce, malgré le léger repli du chiffre d'affaires enregistré en 2016 et malgré un contexte de marché très concurrentiel. Cette évolution favorable résulte du choix du Groupe d'offrir des produits et services à plus forte valeur ajoutée. La relocalisation de la fabrication de certains produits dans l'usine Lucibel de Barentin a également eu un impact positif sur le maintien des marges à un niveau élevé.

- **Charges externes**

Les charges externes consolidées s'élèvent en 2016 à 5 192 K€, en réduction de 33% par rapport à 2015. Ce poste se décompose de la façon suivante :

Données en milliers d'euros	2016	2015
Sous-traitance générale	21	66
Locations et charges locatives	1 028	1 306
Entretiens et réparations	204	250
Assurances	223	217
Etudes et recherche	22	48
Honoraires et commissions	1 512	2 551
Publicité	171	262
Transports sur achats et ventes	832	1 400
Frais déplacements - Missions - Réception	727	1 011
Frais postaux et téléphone	232	318
Services bancaires	80	179
Autres	140	149
Total Charges externes	5 192	7 757

Les principales économies réalisées en 2016 ont résulté des actions mises en place dans le cadre du plan d'amélioration de l'efficacité opérationnelle du Groupe et notamment:

- Evaluation et renégociation systématique de tous les contrats avec les fournisseurs ou prestataires du Groupe et internalisation de certaines prestations désormais opérées à partir du site de Barentin ou de celui de Procédés Hallier à Montreuil. L'économie globale générée sur les postes de « *sous-traitance générale* », d'« *entretiens et réparations* », d'« *études et recherche* » et d'« *honoraires et commissions* » s'élève à 1 156 K€, en baisse de 40% par rapport à 2015.
- Réduction des coûts liés à la logistique, internalisée depuis le mois d'octobre 2015 sur le site de Barentin. Réduction et optimisation des approvisionnements effectués depuis

la Chine avec une augmentation sensible des acheminements par voie maritime. Le coût du transport sur achats et sur ventes représente désormais 3% du chiffre d'affaires consolidé contre 5% en 2015, soit une économie de 568 K€ sur 2016 (-40%).

- Enfin, réduction des frais de déplacement, missions et réceptions sous l'effet notamment de la réduction des effectifs et renégociation des principaux postes de frais généraux (téléphonie, publicité, frais bancaires, ...)

• Charges de personnel

L'élément marquant de l'année 2016 concerne la baisse significative des charges de personnel du Groupe qui, y compris les provisions pour retraite (nettes des reprises) et incidence des paiements en actions, se sont élevées à 8 305 K€ contre 11 009 K€ sur la même période en 2015, réparties comme suit :

Données en milliers d'euros	2016	2015
Rémunérations et charges sociales	7 871	10 629
Provision pour retraite	(1)	-
Incidence des paiements en actions	435	380
Total charges de personnel	8 305	11 009

Cette baisse très significative des charges de personnel (-25%) s'explique principalement par la très forte réduction des effectifs du Groupe initiée fin 2014 et qui s'est concrétisée sur l'ensemble de l'année 2015, les effectifs Groupe passant de 209 salariés fin 2014 à 147 à fin 2016 (153 fin 2015). Ces réductions d'effectifs ont été menées dans un objectif d'alignement des coûts fixes sur l'évolution de l'activité du Groupe et ont concerné l'ensemble des activités et des filiales du Groupe. Le plein effet de ces mesures a été enregistré sur 2016, avec une baisse de plus de 2,7 M€ des charges de personnel

• Autres composantes du résultat opérationnel

Données en milliers d'euros	2016	2015
Impôts et taxes	(325)	(295)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	(862)	(1 083)
Autres produits et charges d'exploitation	1 411	1 308
Autres produits et charges opérationnels (non courants)	(1 103)	(1 166)
Part dans le résultat des entités mises en équivalence	(206)	(7)
Total	(1 085)	(1 243)

Les dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions s'analysent comme suit :

Données en milliers d'euros	2016	2015
Dotation aux amortissements et aux provisions nettes des reprises		
- sur immobilisations incorporelles	(687)	(813)
- sur immobilisations corporelles	(146)	(160)
- sur stock de marchandises	227	(102)

- sur créances clients	(232)	58
- autres	(24)	(66)
Total Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	(862)	(1 083)

Les autres produits et charges d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

Données en milliers d'euros	2016	2015
Frais de développement capitalisés	98	156
Transfert de charges	466	521
Subventions	2	139
Autres produits	834	679
Autres charges nettes	11	(187)
Total Autres produits et charges d'exploitation	1 411	1 308

Les transferts de charges correspondent principalement à des reclassements de charges de restructuration en autres charges opérationnelles non courantes.

Les autres produits sont liés à la gestion courante du Groupe et comprennent notamment le crédit d'impôt recherche comptabilisé au titre de l'année 2016 à hauteur de 239 K€.

Enfin, les autres produits et charges opérationnels (non courants) se décomposent de la façon suivante :

Données en milliers d'euros	2016	2015
Pertes nettes sur cession d'immobilisation incorporelles et corporelles	(102)	(22)
Impact des cessions de titres consolidés	(343)	
Provisions et charges de restructuration	(558)	(905)
Mécénat	(100)	(23)
Pertes de valeur sur écart d'acquisition Citéclaire		(216)
Total Autres produits et charges opérationnels (non courants)	(1 103)	(1 166)

Les pertes sur cession correspondent à la valeur nette comptable des frais de développement, de CRM et d'outillages abandonnés ou mis au rebut au cours de l'exercice.

L'impact des cessions de titres consolidés correspond principalement à l'impact de la cession de 40% des parts de Lucibel Middle East (303 K€).

Les provisions et charges de restructurations comprennent notamment des coûts de sortie du personnel pour 407 K€, des honoraires pour 96 K€, des amortissements exceptionnels, des frais de recherche et développement pour un montant d'environ 20 K€.

- **Analyse du résultat opérationnel courant par destination**

Données en milliers d'euros	2016	2015
Chiffre d'affaires	27 138	28 122
Coût des marchandises vendues (*)	(14 101)	(16 392)
Marge brute	13 037	11 730
Marge brute en % du Chiffre d'affaires	48,0%	41,7%
Charges opérationnelles (y compris éléments non monétaires)	(12 268)	(16 768)
Résultat opérationnel courant	769	(5 038)

(*) en 2016, hors coût des matières premières non stockées sauf pour Lucibel Barentin et Procédés Hallier

En 2016, le Groupe a décidé de faire évoluer le calcul du coût des marchandises vendues afin de fournir une indication précise du niveau de marge. Le coût des marchandises vendues correspond :

- au coût d'achat des produits vendus
- ou au coût de production des produits vendus (y compris les charges de personnel des entités Lucibel Barentin et Procédés Hallier rattachables à la production)
- aux achats de matières premières non stockées pour Lucibel Barentin et Procédés Hallier
- et aux frais de transport sur achats et sur ventes.

En 2015, ce coût incluait également des coûts de matières premières non stockées (carburant) et la variation nette des dotations et reprises de provisions sur stocks de marchandises et sur les immobilisations de production. La modification de ce mode de calcul est quasiment neutre sur 2016, mais permettra d'évaluer de manière plus juste la marge brute.

• Analyse du résultat EBITDA

Les composantes du résultat EBITDA du Groupe sont présentées ci-après :

Données en milliers d'euros	2016	2015
Résultat opérationnel courant	769	(5 038)
Retraitements :		
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	862	1 083
Incidence des paiements en actions	435	380
EBITDA	2 066	(3 575)

La très nette amélioration de l'EBITDA Groupe est essentiellement liée à la mise en place d'une structure en adéquation avec l'activité et à une plus grande efficacité opérationnelle qui se décline dans toutes les entités du Groupe.

Résultat net Groupe

Les principales composantes du résultat sont présentées ci-après :

Données en milliers d'euros	2016	2015
Résultat opérationnel (1)	(540)	(6 211)

Résultat financier	(315)	(85)
Impôt sur les résultats	(2)	29
Résultat net	(857)	(6 267)
<i>Dont part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>	<i>(995)</i>	<i>(6 304)</i>
<i>Dont part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>138</i>	<i>37</i>

(1) après quote-part de résultat net des entités mises en équivalence

Le résultat financier se décompose comme suit :

Données en milliers d'euros	2016	2015
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	-	(3)
Coût de l'endettement financier brut hors emprunt obligataire	(268)	(324)
Coût de l'endettement financier net	(268)	(327)
Autres produits et charges financiers	(47)	242
Résultat financier	(315)	(85)

Le coût de l'endettement financier a diminué sur l'année 2016 en l'absence de recours à de nouveaux emprunts bancaires. Au cours de l'exercice 2015, le Groupe a réalisé des gains nets de change liés à la parité euro-US Dollar, qui constituait l'essentiel du poste « *Autres produits et charges financiers* ». En 2016, le Groupe a enregistré une perte de change de 18 K€. Dans ces conditions, le résultat financier s'est dégradé passant d'une perte de 85 K€ en 2015 à une perte de 315 K€ en 2016, qui pèse sur le résultat net du Groupe.

Le poste « *Impôts sur les résultats* » comprend les éléments suivants :

(en milliers d'euros)	2016	2015
(Charge) Produit d'impôt courant	(2)	29
(Charge) Produit d'impôts différés		-
Total Impôt sur les résultats	(2)	29

3.2 Bilan consolidé

Au 31 décembre 2016, le total du bilan consolidé s'établit à 28 324 K€ contre 32 221 K€ au 31 décembre 2015.

Eléments d'actifs

- **Actifs non courants**

Au 31 décembre 2016, le total des actifs non courants s'établit à 12 181 K€ contre 13 496 K€ au 31 décembre 2015 et se décompose de la façon suivante :

ACTIFS – en milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Ecarts d'acquisition	7 740	7 740
Immobilisations incorporelles	3 627	4 082
Immobilisations corporelles	640	641
Entités mises en équivalence	23	228
Actifs financiers opérationnels	0	637
Prêts et dépôts	149	165
Autres actifs long terme	1	1
Impôts différés actifs	1	1
Total des actifs non courants	12 181	13 495

Le poste « *Entités mises en équivalence* » correspond à quote-part de la situation nette au 31/12/2016 de la filiale SLMS dans les résultats du Groupe.

En 2015, le poste « *Actifs financiers* » correspondait à la valeur de la créance financière dont le Groupe disposait avec sa filiale Citéclaire sur la ville d'Istres à l'issue de la phase d'installation des luminaires LED vendus à cette municipalité dans le cadre d'un marché public entrant dans le champ d'application d'IFRIC 12 « *Accords de concession de services* ». En 2016, cette société a été déconsolidée à partir du 1^{er} septembre.

- **Actifs courants**

Au 31 décembre 2016, le total des actifs courants s'élève à 16 143 K€ contre 18 726 K€ au 31 décembre 2015.

L'évolution est présentée ci-dessous :

ACTIFS – en milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Stocks	4 414	5 472
Clients et comptes rattachés	5 506	7 550
Autres actifs courants	1 411	1 778
Créances d'impôts courants		-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 811	3 926
Total actifs courants	16 143	18 726

La valeur nette des stocks au 31 décembre 2016 s'établit à 4 414 K€, en réduction de 19% par rapport au 31 décembre 2015. Cette évolution traduit la mise en place d'une gestion plus rigoureuse des approvisionnements et des stocks qui a conduit le Groupe à entreprendre des opérations de déstockage et de destruction de certains stocks devenus obsolètes.

Le poste « *Clients et comptes rattachés* » dont la valeur nette au 31 décembre 2016 s'établit à 5 506 K€ contre 7 550 K€ au 31 décembre 2015, s'inscrit en baisse de 27% alors que l'activité commerciale sur les mois de novembre et de décembre 2016 s'est maintenue à un niveau élevé. Cela s'explique par le fait que certaines commandes significatives ont fait l'objet de paiement d'acomptes. Au 31 décembre 2016, l'encours de créances cédées dans le cadre des contrats d'affacturage mis en place par le Groupe s'établit à 3 585 K€ contre 4 398 K€ au 31 décembre 2015. A cette date, la part à moins d'un an des passifs financiers correspondant aux avances de trésorerie faites par les factor du Groupe sur créances clients non encore recouvrées correspond à 2 662 K€ contre 3 581 K€ au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2016, le total des autres actifs courants s'établit à 1 411 K€ contre 1 778 K€ au 31 décembre 2015, et se décompose comme suit :

Données en milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Etat – crédit d'impôt recherche	205	294
Créances fiscales et sociales	909	1 002
Charges constatées d'avance	67	184
Autres actifs à court terme	230	298
Total des autres actifs courants	1 411	1 778

Le poste « *Autres actifs à court terme* » comprend principalement des acomptes versés aux fournisseurs sur des commandes en cours.

Enfin, le poste « *Trésorerie et équivalents de trésorerie* » comprend exclusivement des disponibilités, valeurs mobilières de placement et comptes à court terme liquides dont le montant au 31 décembre 2016 s'élève à 4 811 K€ contre 3 926 K€ au 31 décembre 2015.

Éléments de passif

• Capitaux propres consolidés

Les capitaux propres du Groupe s'établissent à 12 155 K€ au 31 décembre 2016 à comparer à des capitaux propres de 11 445 K€ au 31 décembre 2015.

La variation des capitaux propres consolidés sur l'exercice 2016 intègre notamment la perte nette de la période à hauteur de 857 K€ (telle qu'elle ressort de l'état de résultat global) ainsi que le résultat de plusieurs opérations sur le capital :

- augmentation de capital suite à l'exercice de BSAR émis en mai 2015 d'un montant brut, prime d'émission nette de frais incluse, de 1 065 K€ ;
- enfin, augmentations de capital intervenues au cours de l'année 2016 suite à l'exercice de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise ayant conduit à une augmentation des postes capital social et prime d'émission de 98 K€.

• Passifs non courants et courants

Le total des passifs non courants et courants figurant au passif du bilan consolidé s'élève à 16 169 K€ au 31 décembre 2016, en retrait de plus de 22% par rapport au 31 décembre 2015 (20 776 K€) et se décompose comme suit :

Données en milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Emprunts et dettes financières	4 103	4 895
Autres passifs non courants	-	42
Avantages au personnel	155	138
Provisions – part non courante	489	562
Impôts différés passifs		-
Total des passifs non courants	4 747	5 637
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	4 512	6 183
Provisions – part courante	617	542
Fournisseurs et comptes rattachés	2 700	4 658
Dettes d'impôt	-	1
Autres passifs courants	3 593	3 756
Total des passifs courants	11 422	15 140
Total des passifs courants et non courants	16 169	20 777

Le total de l'endettement financier consolidé au 31 décembre 2016 s'établit à 8 615 K€ contre 11 078 K€ au 31 décembre 2015 et se compose de la façon suivante :

Emprunts et autres dettes financières – en milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Emprunts et dettes financières	4 103	4 895
Total des emprunts et passifs financiers non courants	4 103	4 895
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	1 851	2 602
Dettes financières relatives à l'affacturage	2 661	3 581
Total des emprunts et passifs financiers courants	4 512	6 183
Total des emprunts et passifs financiers	8 615	11 078

L'évolution de ce poste au cours de l'exercice est liée principalement :

- aux remboursements des échéances d'emprunts pour 1 796 K€ ;
- et à la variation des dettes financières relatives à l'affacturage.

Au 31 décembre 2016, la part non courante et courante des emprunts et dettes financières s'élève respectivement à 4 103 K€ et à 1 851 K€ (hors dette d'affacturage). A cette date, le montant des emprunts courants s'élève à 4 512 K€ dont 2 661 K€ de dette d'affacturage.

Les autres éléments de passif sont principalement constitués des dettes fournisseurs dont le montant s'établit à 2 700 K€ au 31 décembre 2016 contre 4 658 K€ au 31 décembre 2015 et des autres passifs courants et non courants dont le détail est présenté ci-dessous :

Données en milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Autres dettes	-	42
Total des autres passifs non courants	-	42

Dettes sur immobilisations	25	227
Dettes fiscales et sociales	2 424	2 575
Produits constatés d'avance	311	591
Clients – avoirs à établir, avances et acomptes	299	367
Autres dettes	534	(4)
Total des autres passifs courants	3 593	3 756
Total des autres passifs non courants et courants	3 593	3 798

Au 31 décembre 2015, les dettes sur immobilisations courantes correspondaient au solde des paiements différés afférents à l'acquisition de Procédés Hallier.

Les autres passifs courants comprennent principalement :

- les dettes fiscales et sociales qui diminuent légèrement par rapport au 31 décembre 2015 ;
- une estimation des remises de fin d'année octroyées aux clients distributeurs du Groupe et classées dans le poste « *Clients – avoirs à établir, avances et acomptes* ». Ce poste est en retrait par rapport à l'exercice 2015 ; cette évolution est en adéquation avec la politique du Groupe de se désengager progressivement de la distribution et de travailler davantage sur des projets pour lesquels le Groupe n'accorde pas de remises de fin d'année ;
- des produits constatés d'avance pour 311 K€ au 31 décembre 2016, correspondant principalement à l'étalement du produit de crédit impôt recherche (291 K€).

Liquidité et ressources en capital

La variation nette de trésorerie sur la période s'analyse de la façon suivante :

Données en milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 639	(5 298)
<i>Dont capacité ou (insuffisance) d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</i>	<i>1 003</i>	<i>(3 814)</i>
<i>dont variation du Besoin en Fonds de Roulement (« BFR »)</i>	<i>1 638</i>	<i>(1 661)</i>
<i>dont impôt versé (remboursé)</i>	<i>(2)</i>	<i>177</i>
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 222)	(1441)
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	(534)	5883
Incidence des variations des cours de devises	2	12
Variation nette de trésorerie	885	(843)

Sur l'exercice 2016, le Groupe est parvenu à dégager une capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt de 1 003 K€, tandis qu'en 2015 l'activité du Groupe affichait une insuffisance d'autofinancement de 3 814 K€. Cette évolution très favorable résulte avant tout de l'amélioration très sensible du niveau de perte qui a été ramené, en 2016, à 857 K€ contre une perte nette de 6 267 K€ sur l'année 2015.

L'année 2016 a enfin été marquée par le retournement du besoin de financement lié à la variation du BFR qui s'établit à 1 638 K€ sur l'année 2016 et qui s'analyse de la façon suivante :

Données en milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Variation des stocks	774	584
Variation des créances clients	1 678	(897)
Variation des dettes fournisseurs	(806)	(573)
Variation des autres actifs et passifs opérationnels	(8)	(775)
Variation du BFR	1 638	(1 661)

En 2016, les flux nets de trésorerie relatifs aux opérations d'investissement de 1 222 K€ sont principalement liés à l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles (480 K€) et aux opérations de regroupement d'entreprise (379 K€).

Enfin, les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement intègrent essentiellement l'incidence des opérations sur capital intervenues sur l'exercice 2016, pour un montant net de frais d'émission de 1 163 K€ et des variations sur emprunts et dettes financières.

3.3 Politique d'investissement

Les montants des investissements réalisés au cours des deux derniers exercices, qui ont été financés par voie d'augmentations de capital successives, de recours à l'endettement bancaire, par l'obtention d'aides publiques et de manière moins significative par le remboursement de créances de crédit impôt recherche, sont les suivants :

Données consolidées, normes IFRS (en K€)	Exercice 2016 12 mois	Exercice 2015 12 mois
Immobilisations incorporelles	318	250
<i>Investissements</i>	318	250
Immobilisations corporelles	204	339
<i>Investissements</i>	204	339
<i>Incidence des variations de périmètre</i>	-	-
Immobilisations financières	61	242
<i>Investissements</i>	61	14
<i>Incidence des variations de périmètre</i>	-	228
TOTAL	583	831

Les investissements en immobilisations incorporelles de 318 K€ correspondent principalement aux frais de développement de nouveaux produits.

Les investissements en immobilisations corporelles s'élèvent à 174 K€ et sont essentiellement liés aux matériels et installations techniques et industrielles mises en place sur le site de Barentin et à l'agencement des nouveaux bureaux de Lucibel SA.

Les investissements en immobilisations financières s'élèvent à 61 K€ et correspondent principalement à des variations de prêts ou dépôts de garantie.

3.4 Activité en matière de recherche et développement

L'innovation est un des axes majeurs de développement et de différenciation du Groupe.

Les équipes en charge du développement produits, désormais principalement basées sur le site de Barentin, ont orienté leurs travaux autour des trois axes majeurs suivants :

- l'innovation technique : Lucibel assure une veille permanente sur l'arrivée de nouveaux matériaux, composants, puces LED et sous-ensembles proposés par les fabricants, avec l'objectif d'améliorer sans cesse les performances de ses produits en intégrant ou développant des technologies pertinentes pour faire face aux enjeux critiques de l'éclairage SSL (efficacité énergétique, réflexion et diffraction optique, dissipation thermique, stabilité de l'alimentation et de l'électronique embarquée...) ;
- l'innovation produit : les multiples possibilités de fonctionnalités offertes par le monde de l'électronique ouvrent autant de pistes de nouvelles applications de l'éclairage, dépassant la simple fonction de diffusion de la lumière et d'éclairage d'un lieu d'activité pour favoriser de nouveaux usages et bénéfices pour les clients ;
- la protection de la propriété intellectuelle de Lucibel et son extension.

En 2016, les équipes de recherche et développement de la Société ont poursuivi les développements dans les domaines :

- de la transmission de l'information par la lumière en exploitant notamment les technologies VLC et LiFi ;
- de l'éclairage avec la mise au point d'un nouveau spot encastrable (Lucicup II) et des travaux sur la mise au point de produits d'éclairage circadien.

En septembre 2016, le Groupe a annoncé le lancement du 1^{er} luminaire LiFi industrialisé au monde, dont plusieurs pilotes ont déjà été installés chez certains clients. En 2017, le département R&D du Groupe Lucibel va poursuivre ses développements afin de proposer, à partir du 2nd semestre 2018, une 2^{ème} génération de son luminaire LiFi dont le prix aura été divisé par 3 par rapport à la version actuelle. Il poursuit également ses recherches pour élargir les applications des technologies LiFi et VLC.

Au 31 décembre 2016, le portefeuille de propriété intellectuelle du Groupe comprend 36 familles de brevets incluant 42 demandes de brevets déposées en France et en Europe. A cette date, 14 brevets français ou européens ont été délivrés ou sont en cours de délivrance. Le Groupe détient par ailleurs de nombreuses marques et noms de domaine.

4. ANALYSE DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE

Les données et commentaires présentés ci-après sont issus des comptes annuels de la Société.

4.1 Chiffres clés sociaux

<i>Données du compte de résultat et du bilan en milliers d'euros</i>	2016	2015
Chiffre d'affaires	12 622	11 707
Résultat exploitation	(292)	(5 780)
Résultats financier et exceptionnel	(993)	(2 212)
Impôts sur les bénéfices	380	673
Résultat net	(905)	(7 319)
Endettement net (courant et non courant) (*)	607	(1 294)
Trésorerie	2 195	949
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (*)	(1 588)	(2 243)
Capitaux propres	11 394	11 111
dont Capital social	9 414	8 785

(*) hors Aide au Développement et à l'innovation perçue d'OSEO comptabilisée au poste « Autres fonds propres » du bilan, et hors comptes courants intragroupe

4.2 Analyse des résultats de la Société

Lucibel a enregistré en 2016 un chiffre d'affaires de 12 622 K€, en progression de 7,8% par rapport à 2015. Ce chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions et systèmes d'éclairage LED comprenant notamment des sources, luminaires et divers accessoires. La Société reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions à la livraison des produits.

En 2016, les ventes à destination des filiales de la Société se sont élevées à 1 266 K€, en diminution de 64% par rapport à 2015 (3 547 K€), évolution attendue du fait de la cession et de la mise en sommeil de certaines filiales non rentables.

Grâce au développement de son activité et aux actions engagées en matière de restauration des marges et de contrôle des coûts, la Société enregistre en 2016 une perte d'exploitation de 292 K€, en très nette réduction par rapport à 2015 (perte de 5 780 K€). Ainsi, les charges d'exploitation ont été réduites à 14 969 K€ en 2016 contre 19 212 K€ en 2015 et comprennent les principaux postes suivants :

- Achats de marchandises et variations de stocks, constitués des achats et des variations de stocks de produits finis approvisionnés auprès du sous-traitant industriel de la Société en Chine et d'autres fournisseurs asiatiques et européens dont la filiale Lucibel Barentin, dont le montant s'établit sur l'exercice à 7 054 K€ contre 8 325 K€ en 2015, soit une diminution de 15% qui s'explique par de meilleures conditions d'achat et également par une augmentation des approvisionnements auprès de Lucibel Barentin ;
- Autres achats et charges externes dont le montant sur 2016 s'établit à 2 906 K€, en réduction de 38% par rapport à 2015 (4 714 K€) sous l'effet des réductions de coûts

engagées dans tous les domaines (frais généraux et services opérationnels) ;

- Charges de personnel qui ont atteint 2 110 K€ en 2016 contre 4 490 K€ en 2015 (- 53%), reflétant le plein effet des mesures de réduction de l'effectif de la Société prises en 2015 (réduction de 56 % des effectifs sur l'année 2015) ;
- Dotations aux amortissements et provisions qui s'élèvent sur l'exercice écoulé à 2 599 K€ contre 1 548 K€ sur la même période en 2015 et qui intègrent, sur 2016, des dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles (frais de recherche et développement activés notamment) et corporelles à hauteur de 408 K€, des dotations aux provisions sur actifs circulants (stocks et créances notamment) pour 1 816 K€, et des dotations aux provisions pour risques pour 375 K€ ;
- Enfin, les autres postes de charges d'exploitation dont le montant s'établit à 300 K€ sur 2016 sont principalement constitués de charges d'impôts, taxes et versements assimilés et autres charges de gestion courante.

Après prise en compte du résultat financier pour 118 K€ et exceptionnel pour 875 K€, essentiellement constituées de :

- pertes liées à des abandons de créances consentis en faveur de quatre filiales (1.806 K€), compensés à hauteur de (1 574 K€) par des reprises de provisions,
- de charges exceptionnelles liées aux actions de restructuration (267 K€) nettes de provision,
- de sortie de certains actifs incorporels et corporels pour (71 K€)
- de dotations aux amortissements et provisions exceptionnels (47K€),
- d'un produit d'impôts (crédits d'impôts et produits de l'intégration fiscale) de 380 K€,

la Société enregistre sur l'exercice 2016 une perte nette de 905 K€.

4.3 Situation financière de la Société

Au 31 décembre 2016, le total du bilan s'établit à 22 824 K€ contre 24 196 K€ au 31 décembre 2015.

Il comporte, à l'actif, des actifs immobilisés à hauteur de 14 863 K€ contre 14 901 K€ au 31 décembre 2015 et des actifs circulants dont la valeur nette s'établit à 7 948 K€ au 31 décembre 2016 contre 9 278 K€ au 31 décembre 2015.

Les actifs immobilisés sont principalement constitués (i) d'immobilisations incorporelles dont la valeur nette au 31 décembre 2016 s'établit à 517 K€ contre 623 K€ au 31 décembre 2015 et (ii) d'immobilisations financières correspondant essentiellement à la valeur des titres de participation et des créances rattachées aux participations de la Société. La valeur nette du poste « *Immobilisations financières* » au 31 décembre 2016 s'établit à 14 197 K€ contre 14 167 K€ au 31 décembre 2015.

Enfin, les actifs circulants sont composés (i) des stocks dont la valeur nette s'établit à 1 260 K€ au 31 décembre 2016 contre 2 258 K€ au 31 décembre 2015, (ii) du poste « *clients* » qui s'élève à 1 672 K€ au 31 décembre 2016 contre 3 622 K€ au 31 décembre 2015, (iii) du poste « *autres créances* » qui s'établit à 2 786 K€ au 31 décembre 2016 contre 2 374 K€ au 31 décembre 2015 et qui intègre la valeur des divers crédits d'impôts déclarés par la Société au titre de 2016 et des retenues de garantie constituées dans le cadre du contrat

d'affacturage de la Société, et enfin (iv) du poste « *Valeurs mobilières de placement et disponibilités* ».

Au passif, les capitaux propres de la Société sont positifs au 31 décembre 2016 à hauteur de 11 394 K€ contre 11 111 K€ au 31 décembre 2015. Ils comprennent un capital social de 9 414 K€. La variation du poste « *Capitaux propres* » sur l'exercice écoulé intègre les incidences (i) de l'augmentation du capital clôturée en octobre 2016, (ii) des exercices des instruments dilutifs intervenus en cours de l'année 2016 et (iii) de la perte nette enregistrée sur 2016 à hauteur de 905 K€.

Enfin, les autres postes de passif s'élèvent à 11 430 K€ au 31 décembre 2016 contre 13 085 K€ au 31 décembre 2015. Les principales variations constatées sur l'exercice écoulé portent sur les postes suivants :

- Autres fonds propres présentant un solde de 588 K€ au 31 décembre 2016 contre 706 K€ au 31 décembre 2015 suite au remboursement d'une partie des avances conditionnées ;
- Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit dont l'encours restant dû au 31 décembre 2016 s'établit à 1 588 K€ contre 2 243 K€ au 31 décembre 2015 ;
- Emprunts et dettes financières diverses auprès du groupe pour un montant de 4 064 K€ au 31 décembre 2016 contre 3 483 K€ au 31 décembre 2015 ;
- Dettes fournisseurs qui s'élèvent à 2 074 K€ au 31 décembre 2016 contre 3 559 K€ au 31 décembre 2015, dont la forte réduction est corrélée à la réduction globale des charges de la Société et à la réduction des délais de paiement ;
- Enfin, le montant des autres dettes s'établit au 31 décembre 2016 à 781 K€ et inclut notamment une avance de trésorerie reçue pour accompagner la montée en charge de sa filiale Lucibel Barentin.

4.4 Autres informations sur la Société

Conséquences sociales de l'activité

Au 31 décembre 2016, l'effectif total hors personnel mis à disposition de la Société s'élève à 28 contre 30 au 31 décembre 2015. Cette réduction s'inscrit dans la continuité du plan d'amélioration de l'efficacité opérationnelle des activités du Groupe entrepris fin 2014.

L'horaire hebdomadaire de travail est fixé à 39 heures, la différence entre cet horaire et les 35 heures étant constatée sous la forme d'heures supplémentaires.

Au cours de l'exercice 2016, la Société a veillé à contenir dans des limites raisonnables les niveaux et l'évolution des rémunérations de ses salariés. Elle a dû parfois consentir à des augmentations de salaires individuelles pour retenir ou récompenser certains de ses collaborateurs. Ces augmentations sont intervenues dans le cadre de discussions individuelles, au cas par cas, et non dans le cadre de négociations collectives.

La Société a également veillé à ce que son organisation respecte les règles en matière de conditions d'hygiène et de sécurité.

En termes de politique salariale, la Société entend mettre en œuvre un juste milieu entre les rémunérations fixes et les parts variables. Cette politique devra tenir compte des contraintes imposées par l'application de la convention collective applicable et des acquis des salariés concernés.

Enfin, et afin d'inciter ses collaborateurs à donner en permanence le meilleur de leurs possibilités et d'attirer de nouvelles compétences, les actionnaires de la Société ont approuvé la mise en place d'un programme d'attribution de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise et d'attributions gratuites d'actions.

Au 31 décembre 2016, la Société n'a pas mis en place d'accord de participation des salariés aux résultats de l'entreprise. Nous vous précisons que la participation des salariés au capital de la Société, au sens de l'article L. 225-102 du Code de commerce est égale à 0 au 31 décembre 2016.

Rachat d'actions par la Société

En application de l'article L.225-211 du code de commerce, nous vous communiquons ci-dessous les opérations effectuées par la Société sur ses titres :

	Nombre d'actions achetées	Nombre actions vendues	Cours moyen d'achat (€)	Cours moyen de vente (€)	Frais de négociation (€)	Nombre d'actions inscrites au nom de la société à la clôture	Valeur nominale (€)	Valeur au cours d'achat des actions détenues à la clôture
Contrat de liquidité	87 087	85 639	2,69	2,62	15 000	18 497	1,00	56 783
Autres	-	-	7,50	-	-	30 000	1,00	93 000
Total	87 087	85 639	5,97	2,62	15 000	48 497	1,00	149 783

Dépenses non déductibles fiscalement

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société n'a pas engagé de charges non déductibles fiscalement telles que visées aux articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts.

5. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES

5.1 Evolution récente et événements postérieurs à la clôture

En mars 2017, à l'occasion de la présentation de ses résultats annuels, le Groupe a annoncé la création de deux *Business Units*. La Business Unit « *Lighting* », qui regroupe l'ensemble des activités éclairage du Groupe, y compris Cordel, Procédés Hallier et le site industriel de Lucibel Barentin, constitue une entité qui a démontré sa rentabilité en 2016. Elle est désormais placée sous la responsabilité de Yves-Henry Brepson, nommé Directeur Général Délégué par le Conseil d'Administration du 15 mars 2017. Les missions qui lui ont été confiées à cette occasion sont les suivantes :

- Développer l'approche "projet" en s'appuyant sur des partenaires puissants comme Schneider Electric et Nexity ;
- Assurer la montée en gamme progressive avec les produits premium "Made in Barentin" et développer le site industriel de Barentin afin qu'il réponde au mieux aux demandes spécifiques des clients et qu'il constitue un avantage concurrentiel décisif ;
- Etendre l'offre « éclairage » à des secteurs connexes
 - luxe
 - entrepôts
- Exploiter le potentiel des technologies développées par le Groupe, et notamment les offres VLC/LiFi

Parallèlement, le Groupe a choisi de regrouper les activités en lien avec l'innovation au sein de la Business Unit « *Interactive Technologies* », placée sous la responsabilité d'Edouard Lebrun, également nommé Directeur Général Délégué par le Conseil d'Administration du 15 mars 2017. Cette Business Unit est chargée du développement et de la commercialisation de toutes les solutions innovantes proposées par le Groupe et plus spécifiquement :

- Les solutions utilisant la technologie VLC (Visible Light Communication) : transmission de données unidirectionnelle, à bas débit, permettant d'effectuer de la géolocalisation intérieure ;
- Les solutions utilisant la technologie LiFi (Light Fidelity) : transmission de données bidirectionnelle, à haut débit permettant d'accéder à internet par la lumière ;
- Les autres solutions innovantes sur lesquelles le Groupe travaille, et notamment sur des éclairages circadiens, dont les premiers exemplaires devraient être installés au cours du 2^{ème} trimestre 2017.

Par ailleurs, afin de couvrir les besoins de financement de ses activités dans les 12 prochains mois, et notamment les investissements liés au développement de sa Business Unit *Interactive Technologies*, le Groupe Lucibel a décidé de lancer une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription permettant la création de 941 431 actions nouvelles. En fonction de l'importance de la demande, Lucibel se réserve la faculté d'exercer la clause d'extension, dans la limite de 15% du montant initial de l'émission, soit un produit d'émission de 3 859 867 € pouvant être porté à 4 438 845 €, afin de servir tout ou partie des ordres de souscription à titre réductible. Ainsi, le nombre initial d'Actions Nouvelles de 941 431 pourrait être augmenté de 141 214 Actions Nouvelles additionnelles, pour porter le nombre total d'Actions Nouvelles à émettre à un maximum de 1 082 645. La période de souscription s'étend du 4 au 21 avril 2017 et la négociation des DPS (code ISIN FR0013247871) pourra s'effectuer entre le 31 mars et le 19 avril 2017.

5.2 Perspectives

Après une année 2016 marquée par une nette amélioration de la marge brute et une réduction très forte des charges opérationnelles qui ont permis au Groupe de dépasser son objectif d'EBITDA positif, le Groupe va accroître ses dépenses en R&D, en marketing et communication, afin notamment d'accélérer les développements de sa solution LiFi. En effet, le Groupe vise la commercialisation d'une 2^{ème} génération de luminaires au cours du second semestre 2018, qui permettra un déploiement plus large des solutions LiFi, actuellement déployées dans la cadre de pilotes auprès de clients grands comptes. D'autres projets d'envergure comme la commercialisation de luminaires circadiens vont nécessiter la mise à disposition de moyens supplémentaires. Enfin, le Groupe va également avoir besoin de renforcer ses équipes commerciales et techniques pour accompagner cette phase de développement.

6 FILIALES ET PARTICIPATIONS

6.1 Mouvements de participation et sociétés contrôlées

Au cours de l'exercice écoulé, le périmètre des filiales et des participations de la Société a évolué suite à :

- La liquidation de la filiale Lucibel Espana dont l'activité avait été mise en sommeil en 2015
- L'absorption par voie de TUP de Lucibel Healthcare
- La cession de 60% de la filiale Citéclaire dont la société ne détient plus au 31 décembre 2016 que 20% du capital
- La cession de 50% de la filiale Lucibel Middle East dont la société ne détient plus au 31 décembre 2016 que 40% du capital

- La cession de 20% de la filiale Lucibel Africa dont la société détient encore au 31 décembre 2016 80% du capital.

Au 31 décembre 2016, le périmètre de consolidation de la Société comprend ainsi 10 filiales contrôlées majoritairement par la Société et 1 filiale (SLMS) dont le contrôle est conjoint.

6.2 Analyse des résultats des filiales

Filiales de distribution

Cordel SAS

La société Cordel SAS, filiale à 100% (à travers la holding Cordel Développement) de la Société, est un acteur important en France dans le domaine de l'éclairage pour magasins qui a vu son chiffre d'affaires stagner en 2016 pour atteindre 11.639 K€ et qui compte tenu d'un contexte de marché complexe et d'événements exceptionnels a enregistré une perte nette de 279 K€ contre un bénéfice net de 381 K€ en 2015. Des actions correctrices ont été engagées en novembre 2016 pour rétablir la rentabilité de la société dès les premiers mois de 2017.

Procédés Hallier

Cette filiale, détenue à 100% par la Société depuis le 30 décembre 2013 commercialise des solutions d'éclairage à destination des musées et enseignes de luxe. En 2016, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 2.287 K€ et généré un bénéfice net de 704 K€.

Citéclair

Cette filiale, détenue à 20% par la Société depuis septembre 2016, a pour objet la commercialisation des solutions d'éclairage à destination des collectivités publiques. La société s'est désengagée de cette filiale.

Line 5

Créée en novembre 2014, cette filiale, détenue à 100% par la Société, est spécialisée dans la commercialisation, à travers des canaux de vente directe (B to C) de produits LED destinés aux marchés de la santé et de la cosmétique. En 2016, le chiffre d'affaires réalisé par cette filiale s'élève à 406 K€ en forte progression pour une perte nette de 211 K€ contre une perte nette de 231 K€ en 2015.

Lucibel Benelux

Cette filiale constituée en 2010 et détenue à 100% par la Société, abrite la force de vente de Lucibel sur la zone Benelux dont le coût direct est entièrement refacturé à Lucibel SA. Lucibel SA comptabilise dans ses comptes le chiffre d'affaires généré par cette force de vente. Le résultat net de cette société est une perte de 1 K€ en 2016.

Lucibel Suisse

Lucibel Suisse, détenue à 100% par la Société, a généré en 2016 un chiffre d'affaires de 77 K€ contre 313 K€ en 2015, et enregistré une perte nette de 111 K€. Cette filiale est mise en sommeil depuis le dernier trimestre 2016. Les ventes à destination de la Suisse sont désormais gérées depuis Lucibel SA.

Lucibel Middle East

Lucibel Middle East (Emirats Arabes Unis) est une filiale détenue par la Société à hauteur de 40%, depuis juillet 2016. Cette filiale a subi le ralentissement économique sur la zone du Moyen Orient et a enregistré sur 2016 une perte de 575 K€. Des actions correctives, ont été apportées fin 2016 avec un ajustement des effectifs à l'activité. Un équilibre est attendu pour 2017 mais dépendra du niveau d'activité.

Lucibel Asia La Société a mis en sommeil sa filiale début 2016 en concluant un accord avec un distributeur local lui permettant notamment de ne plus supporter le moindre coût fixe. La perte sur l'exercice 2016 s'élève à 11 K€ pour un chiffre d'affaires de 39 K€.

Diligent Factory (Chine)

L'activité de cette filiale, constituée en 2010 et détenue à 100% par Lucibel, est demeurée concentrée sur son activité de support du sourcing de composants et de produits en Asie ainsi que de contrôle qualité.

Dans ce contexte, cette filiale a enregistré un profit net de 1 303 K€ compte tenu des abandons de créances accordés par Lucibel SA.

Filiales de production/ Services/ Distribution et holding

Cordel Développement

Cette filiale, détenue à 100% par la Société depuis mars 2013, est une société holding dont le principal actif est constitué de 100% des actions de la société Cordel. Sans activité commerciale, Cordel Développement porte deux emprunts bancaires contractés en 2011 pour financer le rachat des titres de Cordel. En 2016, Cordel Développement a enregistré une perte nette de 104 K€, essentiellement constituée de charges financières.

Lucibel Barentin

Créée en juin 2014, cette filiale, détenue à 100% par Lucibel est en charge du développement, de l'industrialisation et de l'assemblage de solutions d'éclairage LED à fort niveau de différenciation pour l'ensemble des entités du Groupe ainsi que de la logistique pour Lucibel SA. Cette société, a enregistré en 2016 un chiffre d'affaires de 1.877 K€, essentiellement constitué de ventes intragroupe et une perte nette de 389 K€.

6.3 Tableau des filiales et des participations

Nous vous prions de vous reporter à la note 29 de l'annexe aux comptes annuels 2016 de la Société.

7 PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Nous proposons à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à approuver les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016, de constater d'une part que la perte nette de l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'élève à la somme de 905 214,80 € (neuf cent cinq mille deux cent quatorze euros et 80 cents) et d'affecter ladite perte au compte report à nouveau, qui présentera, après l'affectation du résultat proposée, un solde

débiteur de 35 800 215,78 € (trente-cinq millions huit cent mille deux cent quinze euros et 78 cents).

Il est rappelé que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents.

8 CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous vous remercions de bien vouloir approuver les conventions réglementées qui sont reprises dans le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions soumises aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce. Suite aux modifications législatives, ce rapport ne prend pas en compte les conventions entre la Société et ses filiales détenues à 100%.

9 ACTIONNARIAT DE LA SOCIETE

9.1 Montant et structure du capital social

Au 31 décembre 2016, le capital social de Lucibel s'élève à 9 414 316 euros, divisé en 9 414 316 actions entièrement souscrites et libérées et de même catégorie, d'une valeur nominale de 1 euro par action.

A cette date, le capital de la Société se répartit de la façon suivante (base non diluée) :

Actionnaires	Base non diluée			
	Nombre d'actions au 31/12/2016	% du capital au 31/12/2016	Nombre d'actions au 31/12/2015	% du capital au 31/12/2015
Etoile Finance et Monsieur Frédéric Granotier	1 888 854	20,06%	1 900 268	21,63%
Aster Capital	930 602	9,88%	621 695	7,08%
CM-CIC Innovation	438 518	4,66%	455 313	5,18%
Autres actionnaires (dont dirigeants et salariés)	6 107 845	64,88%	5 759 827	65,57%
Action auto-détenues	48 497	0,52%	47 492	0,54%
TOTAL	9 414 316	100,00%	8 784 595	100,00%

La Société n'a pas connaissance de l'existence d'autres porteurs détenant plus de 5% du capital. Aucune action ne dispose à la clôture de l'exercice d'un droit de vote double.

9.2 Titres non représentatifs de capital

Au 31 décembre 2016, la Société n'a émis aucun titre non représentatif de capital.

9.3 Capital autorisé mais non émis, engagement d'augmentation de capital

Le tableau ci-après récapitule la situation des autorisations d'émission d'actions et de valeurs mobilières en vigueur à ce jour, telles qu'elles résultent des assemblées générales réunies respectivement le 19 juin 2015 et le 20 juin 2016 :

Numéro de la résolution et date de l'AGM	Délégation au conseil d'administration pour augmenter le capital social par :	Date de l'autorisation/ date d'échéance	Montant autorisé (nominal ou % du capital)	Prix d'émission	Utilisation à ce jour		Autorisation résiduelle à ce jour
					Date de l'utilisation par le conseil d'administration	Montant (€)	
12 (AGM 19/06/2015)	Augmentation de capital par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société	19/06/2015 19/08/2017 (26 mois)	6.000.000 € (1)	-	-	-	6.000.000 €
13 (AGM 19/06/2015)	Augmentation de capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public	19/06/2015 19/08/2017 (26 mois)	6.000.000 € (1)	-	-	-	6.000.000 €
14 (AGM 19/06/2015)	Autorisation d'avoir recours à une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier (placement privé) pour mettre en œuvre la treizième résolution	19/06/2015 19/08/2017 (26 mois)	20% du capital par période de 12 mois (1)	-	-	-	20% du capital par période de 12 mois (1)
15 (AGM 19/06/2015)	Autorisation d'augmenter, conformément à l'article L.225-135-1 du Code de commerce, le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des 12 ^{ème} , 13 ^{ème} , et 14 ^{ème} résolutions	19/06/2015 19/08/2017 (26 mois)	6.000.000 € (1)	-	-	-	6.000.000 €
16 (AGM 20/06/2016)	Emission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce	20/06/2016 20/08/2018 (26 mois)	5% du capital social	-	-	-	5% du capital social
18 (AGM 19/06/2015)	Limitation globale des autorisations d'émission en numéraire	-	6.000.000 €	-	-	-	6.000.000 €
13 (AGM 20/06/2016)	Augmentation de capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société	20/06/2016 20/12/2017 (18 mois)	10.000.000 €	-	-	-	10.000.000 €
20 (AGM 19/06/2015)	Attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société ou des sociétés liées	19/06/2015 19/06/2018 (38 mois)	400.000 € (2)	3,75€	23/06/2015	15.000	385.000
21 (AGM 19/06/2015)	Emission de BSPCE, avec suppression du droit préférentiel de souscription conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce	19/06/2015 19/12/2016 (18 mois)	400.000 € (2)	4€ 4€ 2,39€	23/06/2015 01/10/2015 06/04/2016	148.000 11.000 226.000	237.000 226.000 0
14 (AGM 20/06/2016)	Emission de BSPCE, avec suppression du droit préférentiel de souscription conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce	20/06/2016 20/12/2017 (18 mois)	500.000 €	2,02€	07/07/2016	170.000	330.000

Numéro de la résolution et date de l'AGM	Délégation au conseil d'administration pour augmenter le capital social par :	Date de l'autorisation/ date d'échéance	Montant autorisé (nominal ou % du capital)	Prix d'émission	Utilisation à ce jour		Autorisation résiduelle à ce jour
					Date de l'utilisation par le conseil d'administration	Montant (€)	
15 (AGM 20/06/2016)	Autorisation à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit de salariés ou mandataires éligibles conformément à l'article L225-197-1 du code de Commerce	20/06/2016 20/08/2019 (38 mois)	5% du capital social à la date de leur attribution	2,02€	07/07/2016	54.000	
22 (AGM 19/06/2015)	Augmentation de capital social par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres conformément à l'article L.225-130 du Code de commerce	19/06/2015 19/08/2017 (26 mois)					
23 (AGM 19/06/2015)	Autorisation à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions	19/06/2015 19/06/2018 (24 mois)					

⁽¹⁾Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 6.000.000 €

⁽²⁾Il s'agit d'un plafond commun pour les BSPCE et stock-options.

9.4 Autres titres donnant accès au capital

Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE »)

Au 31 décembre 2016, le nombre de BSPCE attribués par le conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société et non annulés s'établit à 1 017 000, donnant le droit de souscrire à 1 017 000 actions nouvelles de la Société au prix moyen de 4,71 euros par action. A cette date, 313 750 actions peuvent être souscrites suite à l'exercice de bons attribués au cours des années 2012 à 2014 à un prix moyen de 7,56 euros par action. Au risque de devenir caducs, les bons attribués dans le cadre de ces plans doivent être exercés dans un délai de 5 ans à compter de l'attribution des bons et sous conditions de présence du salarié dans l'entreprise pour les BSPCE attribués à partir du Conseil d'administration du 6 avril 2016.

Options de souscription d'actions

Au 31 décembre 2016, le nombre d'options de souscription attribuées par le conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société et non annulés s'établit à 95 750, donnant le droit de souscrire à 95.750 actions nouvelles de la Société au prix moyen de 6,16 euros par action. A cette date, 85 750 options attribuées au cours des années 2011, 2012 et 2013 sont exerçables, donnant le droit de souscrire à 85 750 actions de la Société à un prix de 6,44 euros par action. Au risque de devenir caduques, les options attribuées dans le cadre de ces plans devront être exercées dans un délai de 7 ans à compter de leur attribution.

Attributions gratuites d'actions (« AGA »)

Au 31 décembre 2016, le nombre d'AGA attribuées par le conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société et non annulées s'établit à 54 000, donnant le droit de souscrire à 54 000 actions nouvelles de la Société. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à un an, soit jusqu'au 6 juillet 2017. Les dites actions seront définitivement acquises à l'issue d'une période de conservation d'une année supplémentaire, soit le 6 Juillet 2018.

10 INFORMATIONS RELATIVES AUX ORGANES DE GESTION ET AUX MANDATAIRES SOCIAUX

10.1 Composition et fonctionnement du conseil d'administration

La Société est constituée sous forme de société anonyme à conseil d'administration. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par ses statuts.

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. La durée des fonctions d'administrateur est de six ans, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur. Ils sont toujours rééligibles.

La Société a également opté pour la nomination d'un censeur, prenant part aux réunions du Conseil d'administration avec une voix consultative et exerçant sa mission conformément aux dispositions de l'article 18 des statuts de la Société.

Le Conseil d'administration a opté, depuis la constitution de la Société, pour la non-dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général.

A la date d'approbation par le Conseil d'administration du présent rapport, le Conseil d'administration est composé de huit membres dont sept administrateurs personnes physiques et un administrateur personne morale :

Prénom, nom et adresse professionnelle	Fonction au sein du conseil d'administration	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat : assemblée statuant sur les comptes de l'année	Principale fonction exercée dans la Société	Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années
Frédéric Granotier (Lucibel SA 9, avenue Edouard Belin 92500 Rueil Malmaison)	Président	22 octobre 2009 Président depuis le 24 novembre 2009	31 décembre 2020	Directeur Général	En dehors du Groupe : Gérant d'Etoile Finance SARL Vice-président du Conseil de surveillance de la société Younited Credit Administrateur de Televista (Vivolta) Au sein du Groupe : Administrateur de Lucibel Benelux et de SLMS Gérant de la société Line 5 Représentant de Lucibel SA, Président de Cordel Développement SAS, Procédés Hallier SAS et Lucibel Barentin SAS,
Yves Barbieux (En Budron A12 1052 Le Mont sur Lausanne)	Administrateur	25 mai 2010 (Cooptation)	31 décembre 2017	Néant	En dehors du Groupe : Administrateur de Claranor Administrateur d'Elsa Consultants Au sein du Groupe : Président du conseil d'administration de Lucibel Suisse
Mark Fouquet (16 avenue des 27 Martyrs 78400 Chatou)	Administrateur indépendant	Nommé statutairement en 2008	31 décembre 2017	Néant	En dehors du Groupe : Gérant de la société Simpl-Fi Administrateur de Guerbet SA
Eléonore Joder (13, avenue Engrand, 78600 Maisons-Lafitte)	Administrateur indépendant	25 mai 2010	31 décembre 2018	Néant	En dehors du Groupe : Membre du conseil de surveillance de la société Younited Credit Administrateur de Gascogne SA
Nicolas Reboud (45 rue de Richelieu 75001 Paris)	Administrateur	29 juin 2012	31 décembre 2017	Néant	En dehors du Groupe : Gérant d'Arceus Finance France SARL

Prénom, nom et adresse professionnelle	Fonction au sein du conseil d'administration	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat : assemblée statuant sur les comptes de l'année	Principale fonction exercée dans la Société	Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années
Aster Capital Partners SAS représenté par Jean-Marc Bally (7 boulevard Malesherbes 75008 Paris)	Administrateur	29 juin 2012	31 décembre 2017	Néant	En dehors du Groupe : Président de la société Aster Capital Partners SAS Administrateur de Connectblue AB, Suède Représentant permanent de la société Aster Capital Partners SAS : aux Conseils d'administration des sociétés : Jet Metal Technologies SAS, Ordinal Software SA, Solairedirect SA, Hightech Bio Activities SA, Casanova SAS, Next generation cooling Ltd ; au Comité stratégique des sociétés Optireno SAS, MGF Easybike SAS, FinalCAD SAS et the COSMO Company SAS ; au Conseil de surveillance des sociétés Tronics Microsystems SA ; en tant qu'Observateur aux Conseils d'administration des sociétés Agilence Inc et Digital Lumens Inc.
François-Xavier Oliveau (7 rue des Deux cousins 78150 Le Chesnay)	Administrateur	19 juin 2015	31 décembre 2020	Néant	En dehors du Groupe : Membre du comité stratégique de Jaiye SAS
Catherine Coulomb (36-38 Avenue Kleber 75016 Paris)	Administrateur indépendant	20 février 2014 (Cooptation)	31 décembre 2017	Néant	En dehors du Groupe : Présidente d'Elemic2 Conseil SAS

10.2 Direction générale

A la date du présent rapport, la direction générale de la Société est composée comme suit :

Prénom, nom et adresse professionnelle	Mandat	Principale fonction hors de la Société	Date de première nomination	Echéance du mandat
Frédéric Granotier (Lucibel SA 9, avenue Edouard Belin 92500 Rueil Malmaison)	Président– Directeur Général	Gérant de la société Etoile Finance SARL	24 novembre 2009	Echéance de son mandat d'administrateur (à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2020

Monsieur Gilles Aubagnac a démissionné de son mandat de Directeur Général Délégué le 15 janvier 2016.

Messieurs Edouard Lebrun et Yves Henry Brepson ont été nommés par le Conseil d'administration du 15 mars 2017 Directeurs Généraux Délégués.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration. Les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers. Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

10.3 Rémunérations et avantages de chaque dirigeant mandataire social

Le versement total ou partiel des rémunérations variables cibles des dirigeants mandataires sociaux est soumis à l'appréciation du Conseil d'administration, sur proposition du comité des rémunérations.

Le Comité des rémunérations, puis le Conseil d'administration, apprécie l'atteinte ou non par chaque dirigeant des objectifs fixés, qui sont liés à la performance individuelle du dirigeant et à celle du Groupe, au regard des critères suivants : le respect du résultat par rapport au budget, l'évolution du cours de l'action (à compter de juillet 2014), la capacité à faire évoluer l'outil industriel, l'obtention de nouveaux financements et la notoriété générale du Groupe.

Rémunérations du Président-Directeur Général

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (en euros)				
Frédéric GRANOTIER Président-Directeur Général	Exercice 2016		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	109 600	109 600	109 600	109 600
Rémunération variable	100 000	- (2)	100 000	-
Rémunération indirecte (1)	150 000	150 000	150 000	150 000
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	-	-
TOTAL	359 600	259 600	359 600	259 600

(1) Correspond aux honoraires versés par la Société à la société Etoile Finance, société holding familiale contrôlée par Monsieur Frédéric Granotier, dans le cadre de la convention de prestations de services de conduite et d'animation de la politique générale de la Société et de ses orientations stratégiques conclue avec la Société.

(2) Au titre de l'exercice 2015

En complément à ces rémunérations, Monsieur Frédéric Granotier a bénéficié d'attributions de BSPCE de la Société détaillées ci-dessous :

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) attribués à M. Frédéric GRANOTIER par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des BSPCE (en €) (1)	Nombre de BSPCE attribués	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°2	27/05/2011	07/12/2011	31.728	30.000	5,00	(2) (3)
Plan n°2	27/05/2011	09/02/2012	44.216	20.000	6,50	(2)
Plan n°3	27/06/2013	04/07/2013	56.060	20.000	7,50	(2)
Plan n°5	07/03/2014	07/03/2014	59.800	20.000	9,50	(2)
Plan n°6	20/06/2016	07/07/2016	31.075	50.000	2,02	(4)
TOTAL				140.000		

(1) Selon la méthode retenue pour l'établissement des comptes consolidés IFRS 2013/2014 (IFRS 2).

(2) 50% des droits deviennent exerçables à l'issue d'une période de 24 mois après la date d'attribution des BSPCE ; le solde des droits (50%) devenant exerçables à l'issue d'une période de 36 mois après la date d'attribution.

(3) Les BSPCE n'ayant pas été exercés avant le terme du délai de 5 années d'exerçabilité, les BSPCE ont été annulés.

(4) Les BSPCE sont devenus exerçables à l'issue du Conseil d'administration du 15/03/2017 qui a arrêté les comptes consolidés 2016, l'objectif d'EBITDA Groupe ayant été dépassé.

Ancien dirigeant : Directeur Général Délégué en charge de la Recherche et Développement et de l'Innovation

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (en euros)				
Jean Laurent HOUOT ⁽¹⁾ Directeur Général Délégué	Exercice 2016		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	-	-	120 000	86 169
Rémunération variable	-	-	50 000	-
Rémunération indirecte	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	17 316	17 316
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	3 852	3 852
TOTAL	-	-	191 168	107 337

- (1) Monsieur Jean Laurent Houot a été nommé Directeur Général Délégué en date du 18 novembre 2011 et a démissionné de ses fonctions le 23 juin 2015.

Ancien dirigeant : Directeur Général Délégué en charge de la Stratégie et des Opérations

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (en euros)				
François-Xavier OLIVEAU ⁽¹⁾ Directeur Général Délégué	Exercice 2016		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	-	-	149 600	56 378
Rémunération variable	-	-	-	-
Rémunération indirecte	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	110 450
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	-	-
TOTAL	-	-	149 600	166 828

- (1) Monsieur François-Xavier Oliveau a été nommé Directeur Général Délégué en date du 18 novembre 2011 et a démissionné de ses fonctions le 9 mars 2015.

Ancien dirigeant : Directeur Général Délégué en charge des Finances

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (en euros)				
Gilles AUBAGNAC ⁽¹⁾ Directeur Général Délégué	Exercice 2016		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	18 732	18 732	110 000	110 361
Rémunération variable	-	50 000 ⁽²⁾	50 000	20 000 ⁽²⁾
Rémunération indirecte ⁽³⁾	21 073	21 073	20 004	20 004
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	-	-
TOTAL	39 805	89 805	170 004	150 365

(1) Monsieur Gilles Aubagnac a été nommé Directeur Général Délégué en date du 24 mars 2015 et a démissionné de ses fonctions le 15 janvier 2016.

(2) Au titre de l'exercice précédent

(3) Rémunération d'un mandat de Directeur Général d'une filiale

La Société n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux. Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux.

Enfin, le Conseil d'administration du 15 mars 2017 a décidé de ne pas allouer de jetons de présence aux administrateurs de la Société pour l'exercice 2016.

10.4 Opérations sur titres réalisées par les directeurs généraux et administrateurs

Acquisitions / Exercices

DECLARANT	INSTRUMENT FINANCIER	VOLUME	PRIX UNITAIRE	MONTANT DE L'OPERATION
Frédéric GRANOTIER (inclus sa famille et Etoile Finance)	BSAR	13 010	2,00	26 020
François-Xavier OLIVEAU	BSPCE	50 000	1,00	50 000
FPCI Aster II	Actions	250 000	2,34	585 000

Cessions

DECLARANT	INSTRUMENT FINANCIER	VOLUME	PRIX UNITAIRE	MONTANT DE L'OPERATION
Frédéric GRANOTIER (inclus sa famille et Etoile Finance)	Options d'achat de BSAR	292 537	0,55	159 462
Frédéric GRANOTIER (inclus sa famille et Etoile Finance)	Actions	27 699	3,35	92 760
François-Xavier OLIVEAU	Actions	1 500	3,37	5 055

10.5 Comité d'audit

Le Conseil d'administration réuni en date du 23 juin 2015 a décidé de mettre en place un Comité d'audit composé de deux membres : Madame Eléonore Joder, membre du Conseil d'administration de Lucibel, administrateur indépendant, et le fonds Aster Capital, représenté par Monsieur Jean-Marc Bally, membre du Conseil d'administration de Lucibel. Le Comité d'audit est chargé notamment :

- d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière ;
- d'assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- d'assurer le suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
- d'émettre une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale et de revoir les conditions de leur rémunération ;
- et, de manière générale, d'apporter tout conseil et formuler toute recommandation appropriée dans les domaines ci-dessus.

Le Comité d'audit se réunit au moins deux fois par an, selon un calendrier fixé par son président, pour examiner les comptes consolidés annuels et semestriels, sur un ordre du jour arrêté par son président et adressé aux membres du comité d'audit sept jours au moins avant la date de la réunion. Il se réunit aussi à la demande de son président, de deux de ses membres, ou du président du Conseil d'administration de la Société.

Le Comité d'audit s'est réuni le 19 septembre 2016 afin d'examiner les comptes consolidés semestriels arrêtés au 30 juin 2016 et le 10 mars 2017 dans le cadre de l'examen des comptes consolidés annuels arrêtés le 31 décembre 2016.

11 AUTRES INFORMATIONS

11.1 Etat des engagements hors bilan

Se reporter à la note 25 de l'annexe aux comptes annuels 2016 de la Société.

11.2 Informations sur les délais de paiement des clients et fournisseurs

Conformément aux dispositions du décret du 30 décembre 2008 issu de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 (dite « loi LME »), nous vous présentons sous forme de tableau les informations requises sur les délais de paiement des clients et des fournisseurs correspondant à la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des créances sur les clients et des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance (art. D. 441-4 du Code de commerce) :

Créances clients en valeur brute (en K€) – hors factures et avoirs à établir					
Exercice	Echéances non dépassées	Echéance 0 à 1 mois	Echéance 1 à 2 mois	Echéance 2 mois et plus	Total
31/12/2016*	905	782	119	2728	4 534
31/12/2015*	1 227	817	510	3 349	5 903

*hors financement factor pour 1699K€ au 31/12/2015 et 1 241K€ au 31/12/2016

Dettes fournisseurs (en K€) – hors factures non parvenues après dépréciation des comptes débiteurs					
Exercice	Echéances non dépassées	Echéance 0 à 1 mois	Echéance 1 à 2 mois	Echéance 2 mois et plus	Total
31/12/2016*	485	378	63	280	1 206
31/12/2015	1 131	598	472	487	2 688

*hors litiges pour 205 K€ au 31/12/2016

11.3 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	Exercice social clos le 31 décembre 2012	Exercice social clos le 31 décembre 2013	Exercice social clos le 31 décembre 2014	Exercice social clos le 31 décembre 2015	Exercice social clos le 31 décembre 2016
1 – Capital en fin d'exercice					
Capital social	4 522 932 €	6 254 680 €	7 553 701 €	8 784 595 €	9 414 316 €
Nombre des actions ordinaires existantes	4 522 932	6 254 680	7 553 701	8 784 595	9 414 316
Nombre des actions à dividende prioritaire existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
- Par conversion d'obligations	-	1 200 000	-	-	-
- Par exercice de droits de souscrit.	942 219	1 193 669	1 172 519	1 519 341 €	1 166 750 €
2 – Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 052 479 €	8 547 049 €	9 019 806 €	11 707 082 €	12 621 809 €
Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	- 4 260 388 €	- 5 734 866 €	-8 462 944 €	-6 476 147 €	-1 446 315 €
Impôt sur les bénéfices	-	-	-	-	-
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	- 5 727 417 €	- 6 497 896 €	-9 607 857 €	-7 319 113 €	- 905 215 €
Résultat distribué	-	-	-	-	-
3 – Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	- 0,89 €	- 0,92 €	- 1,12 €	- 0,66 €	- 0,11 €
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	- 1,27 €	- 0,04 €	- 1,27 €	- 0,83 €	- 0,10 €
Dividende attribué à chaque action (<i>préciser s'il s'agit d'un dividende brut ou net</i>)	-	-	-	-	-
4 – Personnel					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	36	54	71	53	27
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 787 960 €	2 959 791 €	4 238 567 €	3 184 970 €	1 524 954 €
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvre sociale...)	768 714 €	1 283 306 €	1 747 801 €	1 305 190 €	584 876 €

11.4 Commentaires sur les principaux risques et incertitudes

Se reporter au chapitre 4 « *Facteurs de risques* » du Prospectus de la Société visé par l'Autorité des Marchés Financiers en date du 17 décembre 2015, disponible sur le site internet de Lucibel, espace Investisseurs, rubrique Documents.

11.5 Commentaires sur les parties liées

Les soldes et transactions avec les parties liées sont résumés ci-dessous. Ils sont principalement liés à l'exécution des conventions conclues avec la société Etoile Finance au titre de la fourniture de prestations de conseils, et les filiales et participations.

31/12/2016 - en milliers d'euros, net	Société mère (Etoile Finance)	Filiales et participations	Total
Immobilisations financières	-	13 958	13 958
Créances clients et comptes rattachés	-	1 448	1 448
Autres créances	-	1 535	1 535
Total Actif	-	16 941	16 941
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30	1 003	1 033
Autres dettes	-	4 064	4 064
Total Passif	30	5 067	5 097
Produits d'exploitation	-	1 534	1 534
Charges d'exploitation	(150)	(3 108)	(3 258)
Produits Financiers	-	1 245	1 245
Charges financières	-	(1 318)	(1 318)

31/12/2015 - en milliers d'euros, net	Société mère (Etoile Finance)	Filiales et participations	Total
Immobilisations financières		13 909	13 909
Créances clients et comptes rattachés		3 262	3 262
Autres créances		1 250	1 250
Total Actif		18 421	18 421
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30	1 702	1 732
Autres dettes		3 482	3 482
Total Passif	30	5 184	5 214
Produits d'exploitation		4 277	4 277
Charges d'exploitation	(150)	(4 262)	(4 412)
Produits Financiers		777	777
Charges financières		(1 630)	(1 630)

11.6 Résultats financiers du groupe au cours des 5 derniers exercices¹

NATURE DES INDICATIONS	2013	2014	2015	2016
I. - Situation financière en fin d'exercice				
a) Capital social (i)	6 255	7 554	8 785	9 414
b) Nombre d'actions émises	6 254 680	7 553 701	8 784 595	9 414 316
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	1 200 000	-	-	-
II. -Résultat global des opérations effectives				
a) Chiffre d'affaires hors taxe (i)	21 542	24 567	28 122	27 138
b) Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions (i)	(6 702)	(10 606)	(5 213)	13
c) Impôts sur les bénéfices (i)	55	1 206	29	(2)
d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions (i)	(7 240)	(9 905)	(6 267)	(857)
e) Montant des bénéfices distribués (i)	-	-	-	-
III. Résultat des opérations réduit à une seule action				
a) Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions (ii)	(1,06)	(1,24)	(0,59)	0,00
b) Bénéfice après impôts amortissements et provisions (ii)	(1,16)	(1,31)	(0,71)	(0,09)
c) Dividende versés à chaque action	-	-	-	-
IV. - Personnel				
a) Nombre de salariés	191	209	153	147
b) Montant de la masse salariale (i)	6 661	9 564	7 911	5 829
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres, etc.) (i)	2 099	3 108	3 098	2 476

(i) montants exprimés en K€

(ii) montants exprimés en €

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

* * *

¹ Les comptes sont consolidés depuis 2013

LUCIBEL SA
Société anonyme au capital de 9.414.316 euros
Siège social : 9, avenue Edouard Belin - 92 500 RUEIL MALMAISON
507 422 913 RCS Nanterre
« La Société »

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 15 MAI 2017

RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE STATUANT AUX CONDITIONS DE QUORUM ET DE
MAJORITE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte (Ordinaire et Extraordinaire), conformément aux dispositions légales et statutaires, afin de vous permettre de vous prononcer sur les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

En préalable, et conformément aux dispositions de l'article R.225-113, nous vous présentons ci-après une synthèse de la marche des affaires sociales relatives à l'exercice 2016, plus amplement détaillée dans le cadre du rapport du Conseil d'administration sur la gestion de la Société.

Ainsi, les faits marquants de l'exercice sont les suivants :

- **Chiffre d'affaires 2016 consolidé de 27,1 M€, en léger repli par rapport à 2015**

Lucibel a réalisé sur l'année 2016 un chiffre d'affaires consolidé de 27,1 M€ contre 28,1 M€ sur l'exercice 2015. Ce léger repli (-3%) s'explique à la fois par la cession ou la mise en sommeil de certaines entités non rentables ou non stratégiques du groupe et par la réorientation du modèle de Lucibel vers des solutions à plus forte valeur ajoutée.

- **EBITDA positif de 2,1 M€ sur l'exercice 2016 sous l'effet d'une très nette amélioration de la marge brute combinée à la baisse significative des charges opérationnelles**

En dépit d'un contexte de marché très concurrentiel, LUCIBEL est parvenue à faire progresser de façon significative son taux de marge brute sur l'exercice 2016, à 48% du chiffre d'affaires contre 41,7% en 2015.

Cette forte progression traduit le succès du repositionnement du groupe dont l'objectif est d'élargir la proposition d'offres innovantes, à forte valeur ajoutée.

L'amélioration de la marge brute provient également de la relocalisation en France, dans son usine de Barentin (Normandie), de la fabrication d'une part croissante de ses luminaires et de la poursuite de la rationalisation de sa chaîne logistique, ce qui s'est traduit par une meilleure maîtrise des coûts de transport.

La marge brute du groupe s'élève ainsi à 13 037 K€ sur l'exercice 2016 contre 11 730 K€ au cours de l'année précédente (+11%).

Sur l'année 2016, le Groupe a également enregistré une très forte diminution de ses charges opérationnelles qui s'établissent à 10 972 K€, en diminution de 28% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution traduit le plein effet des mesures du plan d'efficacité opérationnelle mis en œuvre depuis le 2nd semestre 2014. Les charges de personnel, qui représentent près des 2/3 des charges opérationnelles du Groupe, ont ainsi été réduites d'environ 25%, passant de 11 M€ en 2015 à 8,3 M€ en 2016. Grâce à une révision systématique des contrats de prestation (honoraires, téléphonie, sous-traitance,...) et à un arbitrage plus sélectif sur les dépenses opérationnelles, les autres charges externes ont également fortement diminué passant de 7,8 M€ en 2015 à 5,2 M€.

La combinaison de ces deux tendances, nette amélioration de la marge et forte réduction des dépenses opérationnelles, a permis au Groupe de dégager un EBITDA positif de 2,1 M€ sur l'exercice 2016 contre une perte de 3,6 M€ en 2015, soit une amélioration de 5,6 M€.

L'amélioration de cette rentabilité est encore plus significative au 2nd semestre 2016 puisque l'EBITDA semestriel a atteint 1 525 K€ contre 540 K€ au 1^{er} semestre 2016.

- **Résultat opérationnel courant de 0,8 M€ et très forte contraction de la perte nette**

Après élimination des charges et produits opérationnels courants non monétaires à hauteur de 1,3 M€ sur 2016 (amortissements et provisions pour 0,9 M€ et paiements en actions pour 0,4 M€), le résultat opérationnel courant consolidé 2016 s'établit à 0,8 M€, contre une perte de plus de 5 M€ en 2015.

Compte tenu de charges opérationnelles non courantes de 1,3 M€, essentiellement constituées de coûts de restructuration et de cessions d'actifs, la perte opérationnelle (EBIT) du Groupe s'établit 0,5 M€. Après élimination des charges financières qui représentent un peu plus de 0,3 M€ et en l'absence de charges d'impôt significatives, la perte nette s'élève à 0,9 M€ sur l'ensemble de l'exercice 2016, contre une perte de 6,3 M€ en 2015.

- **Contributions positives au résultat opérationnel consolidé des trois principales sociétés du Groupe**

En dépit d'une légère diminution de son chiffre d'affaires sur 2016, la société Procédés Hallier est parvenue à dégager un EBITDA équivalent à celui de l'année dernière, grâce notamment au maintien de sa marge brute à un niveau élevé ainsi qu'à une parfaite maîtrise de ses charges opérationnelles.

L'évolution du chiffre d'affaires de la société Cordel s'inscrit dans la même tendance que celle constatée au niveau du groupe puisque le chiffre d'affaires 2016 enregistre une diminution de l'ordre de 3% par rapport à 2015. Certains problèmes opérationnels ont affecté la rentabilité de cette entité sur l'exercice 2016 ; un plan d'actions a été mis en place début novembre 2016 afin de mieux contrôler certaines dépenses et de rétablir une meilleure rentabilité en 2017.

La société Lucibel SA a également dégagé un EBITDA positif grâce à une croissance de son chiffre d'affaires, à une amélioration de son taux de marge brute et à une structure de fonctionnement désormais optimisée.

- **Mise en place d'un partenariat opérationnel avec Nexity**

Au cours de l'année 2016, Lucibel et Nexity ont signé un partenariat opérationnel, qui renforce les liens entre les deux entités et qui permet notamment, par le biais d'un comité innovation, d'accélérer le développement de solutions LED à destination des marchés immobiliers tertiaires et résidentiels.

- **Lancement du 1^{er} luminaire LiFi industrialisé au monde**

Le 21 septembre 2016, Lucibel a mis sur le marché la 1^{ère} version industrialisée au monde d'un luminaire LiFi (*Light Fidelity*), qui permet d'accéder à internet par la lumière. Cette solution, désormais commercialisée par Lucibel, suscite un intérêt fort de clients qui, pour des raisons techniques et/ou réglementaires, ne peuvent installer de WiFi dans certains espaces définis. Plusieurs clients grands comptes ont démarré en 2016 une phase de test sur des sites pilotes (3 à 15 luminaires), avant d'opter pour une extension de la solution à des zones plus larges.

- **Augmentations de capital de 1,2 M€ issue d'exercice de BSAR/BSPCE**

En juin 2016, l'assemblée générale des actionnaires a autorisé la modification des modalités d'exercice des bons de souscription d'actions remboursables (BSAR), émis lors de l'augmentation de capital réalisée en mai 2015. Le prix d'exercice a ainsi été fixé à 2 € (contre 6,5 € initialement) et l'échéance a été prolongée jusqu'au 31 octobre 2016, repoussant ainsi l'échéance initiale située au 30 juin 2016.

Le Conseil d'administration du 15 décembre 2016 a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital intervenue suite à l'exercice de 1 063 442 BSAR, donnant lieu à la création de 531 721 actions nouvelles pour un montant total de 531 K€ de capital et 532 K€ de prime d'émission.

Le Conseil d'administration a également constaté la réalisation définitive d'augmentations de capital d'un montant nominal de 98 K€ résultant d'exercices de BSPCE intervenus sur l'année 2016.

Au 31 décembre 2016, le Groupe dispose d'une trésorerie brute de 4,8 M€ et de fonds propres positifs à hauteur de 12,2 M€. A cette date, le montant des emprunts et dettes financières contractés par le Groupe s'établit à 8,6 M€ soit un « gearing » (endettement net sur fonds propres consolidés) proche de 0,3.

Ces éléments exposés, l'évolution récente et les événements postérieurs à la clôture sont les suivants :

En mars 2017, à l'occasion de la présentation de ses résultats annuels, le Groupe a annoncé la création de deux *Business Units*. La Business Unit « *Lighting* », qui regroupe l'ensemble des activités éclairage du Groupe, y compris Cordel, Procédés Hallier et le site industriel de Lucibel Barentin, constitue une entité qui a démontré sa rentabilité en 2016. Elle est désormais placée sous la responsabilité de Yves-Henry Brepson, nommé Directeur Général Délégué par le Conseil d'Administration du 15 mars 2017. Les missions qui lui ont été confiées à cette occasion sont les suivantes :

- Développer l'approche "projet" en s'appuyant sur des partenaires puissants comme Schneider Electric et Nexity ;
- Assurer la montée en gamme progressive avec les produits premium "Made in Barentin" et développer le site industriel de Barentin afin qu'il réponde au mieux aux demandes spécifiques des clients et qu'il constitue un avantage concurrentiel décisif ;
- Etendre l'offre « éclairage » à des secteurs connexes
 - luxe
 - entrepôts
- Exploiter le potentiel des technologies développées par le Groupe, et notamment les offres VLC/LiFi

Parallèlement, le Groupe a choisi de regrouper les activités en lien avec l'innovation au sein de la Business Unit « *Interactive Technologies* », placée sous la responsabilité d'Edouard Lebrun, également nommé Directeur Général Délégué par le Conseil d'Administration du 15 mars 2017. Cette Business Unit est chargée du développement et de la commercialisation de toutes les solutions innovantes proposées par le Groupe et plus spécifiquement :

- Les solutions utilisant la technologie VLC (Visible Light Communication) : transmission de données unidirectionnelle, à bas débit, permettant d'effectuer de la géolocalisation intérieure ;
- Les solutions utilisant la technologie LiFi (Light Fidelity) : transmission de données bidirectionnelle, à haut débit permettant d'accéder à internet par la lumière ;
- Les autres solutions innovantes sur lesquelles le Groupe travaille, et notamment sur des éclairages circadiens, dont les premiers exemplaires devraient être installés au cours du 2^{ème} trimestre 2017.

Ceci exposé, il vous est notamment proposé les résolutions suivantes.

1. AUTORISATION A DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR OPERER SUR LES ACTIONS DE LA SOCIETE

11^{ème} résolution (à titre ordinaire) et 20^{ème} résolution (à titre extraordinaire)

Dans le cadre de la 11^{ème} *résolution*, et conformément aux dispositions du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, nous vous proposons d'autoriser le Conseil d'administration, à opérer en bourse ou autrement sur les actions de la Société.

Cette autorisation serait donnée pour une durée de 18 mois à compter de l'Assemblée générale en vue :

- d'animer le marché des titres de la Société, notamment pour en favoriser la liquidité, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'AMF et conclu avec un prestataire de services d'investissement dans le respect des pratiques de marché admises par l'AMF ;
- de mettre en œuvre tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ;
- d'attribuer à titre gratuit des actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ;
- d'attribuer des actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de mettre en œuvre tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ;
- de conserver des actions en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- d'annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées afin de réduire le capital, dans le cadre et sous réserve d'une autorisation de l'assemblée générale extraordinaire en cours de validité ;
- et, plus généralement, de réaliser toute opération autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, étant précisé que la Société en informerait ses actionnaires par voie de

communiqué.

Le nombre d'actions rachetées par la Société ne pourrait représenter plus de 10% du capital social à la date de réalisation de ces achats, étant précisé que le nombre d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, scission ou apport ne pourrait excéder 5% du capital social. En outre, le nombre maximal d'actions auto-détenues par la Société ne pourrait excéder 10% du capital social de la Société.

A titre indicatif, sur la base du capital social au 31 décembre 2016 composé de 9.414.316 actions et compte tenu des 48.497 actions auto-détenues à cette date par la Société, le nombre maximum d'actions qui pourraient être achetées par la Société s'élèverait à 936.582 actions.

L'acquisition de ces actions ne pourra être effectuée à un prix supérieur à dix (10) euros par action, étant précisé qu'en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des titres, d'amortissement ou de réduction de capital, de distribution de réserves ou d'autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, ce prix unitaire sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

En toute hypothèse, le montant maximal que la Société serait susceptible de payer ne pourra excéder un million (1.000.000) d'euros.

Dans le cadre de la 20^{ème} *résolution*, il vous est proposé de conférer au Conseil d'administration, pour une durée de 24 mois à compter de l'Assemblée générale, l'autorisation de réduire le capital social par voie d'annulation, en une ou plusieurs fois, de tout ou partie des actions de la Société rachetées dans le cadre de toute autorisation donnée par l'Assemblée générale des actionnaires en application de l'article L. 225-209 du Code de commerce, dans la limite de 10% du capital social par période de 24 mois.

2. DELEGATIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR AUGMENTER LE CAPITAL

2.1. Augmentations de capital en numéraire

12^{ème} à 17^{ème} résolutions (à titre extraordinaire)

Nous vous proposons au travers des 12^{ème} à 17^{ème} résolutions de doter la Société, pour une durée de 26 mois, des autorisations financières lui permettant d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et de choisir, en fonction des conditions de marché, les moyens les mieux adaptés au financement et au développement de la Société.

Les détails de ces délégations sont les suivants :

Plafond global des émissions

La 17^{ème} résolution fixe le plafond nominal global des augmentations de capital, immédiates ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des 12^{ème} à 16^{ème} résolutions à un montant de 6 millions d'euros (6.000.000 €), étant précisé que :

- à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
- le sous-plafond applicable aux émissions réalisées avec maintien du droit préférentiel de souscription en vertu de la 12^{ème} résolution est de six millions d'euros (6.000.000 €) ;
- le sous-plafond applicable aux émissions réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des 13^{ème} et 14^{ème} résolutions est de six millions d'euros (6.000.000 €) ;
- et le sous-plafond applicable aux émissions réservées aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise en vertu de la 16^{ème} résolution est de 5% du capital social.

Ne sont pas comprises dans ce plafond les émissions réservées à une catégorie de personnes prévues à la 19^{ème} résolution dont le plafond nominal spécifique est fixé à dix millions d'euros (10.000.000 €).

Augmentations de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription

La 12^{ème} résolution permettrait au Conseil d'administration d'augmenter le capital par voie d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Dans le cadre de cette délégation, vous pourrez exercer, dans les conditions prévues par la loi, votre droit préférentiel de souscription, à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible si le Conseil d'administration le prévoit, à la souscription des actions et/ou valeurs mobilières.

Augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription

Les 13^{ème} et 14^{ème} résolutions permettraient au Conseil d'administration d'augmenter le capital par voie d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires. Ces émissions pourraient être réalisées par voie d'offre au public (13^{ème} résolution) ou par placement privé (14^{ème} résolution).

En effet, pour être en mesure de saisir les opportunités offertes par le marché et d'optimiser la collecte de fonds propres, il est utile que le Conseil d'administration dispose de la possibilité de recourir à des augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription des actionnaires.

La suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de nouveaux investisseurs est justifiée par la volonté de notre Société de nouer avec de nouveaux partenaires capitalistiques stratégiques une relation d'accompagnement durable et de long terme visant à soutenir le développement de notre groupe.

Option de sur-allocation

La 15^{ème} résolution permettrait au Conseil d'administration d'augmenter le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées en vertu des 12^{ème}, 13^{ème} et 14^{ème} résolutions, pendant un délai de 30 jours suivant la clôture de la souscription et dans la limite de 15% de l'émission initiale. Cette autorisation pourrait trouver à s'appliquer notamment dans l'hypothèse où le Conseil d'administration constaterait une demande excédentaire de souscriptions et déciderait en conséquence d'octroyer une option de sur-allocation conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce.

Les émissions complémentaires décidées en vertu de la 15^{ème} résolution seraient soumises (i) au plafond individuel applicable à l'émission initiale et (ii) au plafond global de six millions d'euros (6.000.000 €) fixé à la 17^{ème} résolution, sur lesquels elles s'imputeraient.

Augmentations de capital réservées aux salariés

La 16^{ème} résolution permettrait au Conseil d'administration d'augmenter le capital par l'émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de ces derniers.

Le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières nouvelles donnant accès au capital sera déterminé dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, sans pouvoir être inférieur de plus de 20% (ou 30% lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan est supérieure ou égale à dix ans) au prix unitaire déterminé dans les conditions visées à la 13^{ème} résolution.

2.2. Augmentations de capital réservées

19^{ème} résolution (à titre extraordinaire)

La 19^{ème} résolution vous propose de déléguer votre compétence au Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, à l'effet d'augmenter le capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société réservée à la catégorie de personnes ci-après définie :

- actionnaires, anciens actionnaires ou dirigeants de sociétés dont la Société a acquis des titres dans le cadre d'une opération de croissance externe ou avec lesquelles la Société a mis en place un partenariat dans le cadre de la conduite de son activité ; ou
- partenaires commerciaux et stratégiques de la Société avec lesquels la Société a mis en place un partenariat dans le cadre de la conduite de son activité ;

étant précisé que le nombre de bénéficiaires que le Conseil d'administration identifiera au sein de cette catégorie ne pourra être supérieur à vingt (20) par émission.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital social qui pourraient être décidées par le Conseil d'administration en vertu de cette délégation de compétence ne pourra excéder la somme de dix millions d'euros (10.000.000 €), étant précisé que :

- à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
- ce plafond est individuel et autonome.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 II du Code de commerce, le prix unitaire d'émission sera déterminé dans les conditions suivantes :

(i) le prix d'émission des actions nouvelles sera déterminé en fonction d'une moyenne des cours de bourse, étant précisé qu'une décote maximale de 20% pourra toutefois être appliquée ;

(ii) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société lors de l'augmentation de son capital résultant de l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières, sera cohérente, en fonction du type de valeurs mobilières émises et/ou de leurs caractéristiques, avec le prix d'émission minimum défini à l'alinéa précédent ;

Cette résolution est justifiée par la volonté de la Société de disposer de moyens lui permettant de conclure, dans les meilleures conditions, des opérations de croissance externe ou de coopération commerciale ou stratégique, conformément à sa stratégie de développement. La suppression du droit préférentiel de souscription se justifie par la volonté d'associer directement les actionnaires, dirigeants, etc., des sociétés ciblées à la création de valeurs du Groupe.

2.3. BSPCE

18^{ème} résolution (à titre extraordinaire)

La 18^{ème} résolution vous invite à autoriser le Conseil d'administration à attribuer des BSPCE aux salariés ou mandataires sociaux de la Société. Les BSPCE attribués ne pourraient donner droit à un nombre total d'actions représentant un montant nominal supérieur à deux cent mille euros (200.000 €). Cette délégation serait conférée pour une durée de 18 mois.

3. MODIFICATION STATUTAIRE

21^{ème} résolution (à titre extraordinaire)

Dans le cadre de la 21^{ème} résolution, nous vous invitons à procéder à la modification l'Article 4 des Statuts afin de le mettre en adéquation avec la nouvelle réglementation en matière de transfert du siège social.

Votre Conseil vous invite, après la lecture des rapports présentés par vos Commissaires aux comptes, à adopter l'ensemble des résolutions qu'il soumet à votre vote.

Le Conseil d'administration

* * *

LUCIBEL SA
Société anonyme au capital de 9.414.316 euros
Siège social : 9, avenue Edouard Belin - 92 500 RUEIL MALMAISON
507 422 913 RCS Nanterre
« La Société »

FORMULE DE DEMANDE D'ENVOI DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS

(Articles R 225-81 4° et R.225-83 du Code de commerce)

L'ACTIONNAIRE SOUSSIGNE :

M

(*) (*prénom usuel et nom*)

demeurant

(*) (*domicile*)

propriétaire de (*) action(s) de la Société,

demande l'envoi à l'adresse ci-dessus des documents et renseignements visés aux articles R 225-81 et R 225-83 du Code de commerce relatifs à :

L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES DE LUCIBEL

convoquée le 15 mai 2017 à 17h30
à RUEIL-MALMAISON (92500), 9, avenue Edouard Belin.

L'actionnaire soussigné est informé par la présente formule de la possibilité de bénéficier des dispositions de l'article R 225-88 du Code de commerce, aux termes duquel les actionnaires titulaires de titres nominatifs peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R 225-81 et R 225-83 du Code de commerce, à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures.

Fait à (*)

Le (*)

Signature de l'actionnaire :

(*) *Compléter*